

# LE DEVOIR

VOL. C N° 57

LE MARDI 17 MARS 2009

1,10\$ + TAXES = 1,25\$

## BRÉSIL

### Le cardinal Ouellet condamne à son tour les excommunications

LISA-MARIE GERVAIS

Après les critiques d'un haut responsable du Vatican contre la décision d'un évêque brésilien d'excommunier les médecins et la mère d'une fillette qui a avorté après avoir été violée par son beau-père, au tour du clergé québécois de condamner ce geste. Dans une missive qu'il a rendue publique hier, le cardinal Marc Ouellet a fait savoir qu'il joignait sa voix à celle de M<sup>re</sup> Rino



Le cardinal Marc Ouellet

Fischella, un proche du pape Benoît XVI, qui s'est porté à la défense de la petite Brésilienne de neuf ans dans un texte paru dimanche dans *L'Osservatore romano*.

Le cardinal Ouellet dit «comprendre les sentiments d'incompréhension, d'indignation et de révolte qu'ont éprouvés beaucoup de gens». «J'éprouve une grande tristesse en pensant au cas extrême de cette fillette qui aurait dû être traitée d'une façon plus humaine et plus évangélique», a écrit le cardinal, qui est à Rome

jusqu'à la fin mars. Selon le Diocèse de Québec, M<sup>re</sup> Ouellet se serait exprimé parce qu'il s'est dit sensible aux nombreux courriels d'indignation qu'il aurait reçus sur le sujet. Celui qui est aussi primat du Canada était en Italie lorsque l'histoire a été révélée par les médias, mais il aurait consulté plusieurs personnes de son entourage au Vatican et aurait appelé plusieurs fois au Diocèse de Québec pour tâter le pouls de ses fidèles. La lettre, qu'il a signée comme archevêque de Québec, est d'ailleurs adressée à ses diocésains et diocésaines.

«Le cardinal Ouellet a voulu répondre à cette incompréhension qu'il a ressentie dans tous ces témoignages. Lui-même a été secoué et ébranlé par ce drame et il a senti le besoin de parler à son monde»,

VOIR PAGE A 8: OUELLET



RENÉ MATHIEU

## IDÉES

### Dédé récupéré

À lire en page A 7

## BUDGET

### Le déficit fédéral sera plus important que prévu, selon la Banque TD

À lire en page A 3

## INDEX

2	Annonces..... A 4	Idées..... A 7
3	Avis publics.. B 4	Météo..... B 6
4	Culture..... B 8	Monde..... A 5
5	Décès..... A 4	Mots croisés. B 5
6	Économie..... B 1	Sudoku..... B 5
7	Éditorial..... A 6	Télévision..... B 7



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Un employé de la fromagerie Hamel, à Montréal, penché au-dessus d'un étal de fromages importés. Québec a retiré de sa liste des priorités l'inspection des fromages importés en vente chez les détaillants.

## Québec n'inspecte plus les fromages importés vendus chez les détaillants

FABIEN DEGLISE

Tout en accentuant d'un côté les contrôles bactériologiques dans les fromageries artisanales du Québec, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a décidé de l'autre d'abandonner son

programme d'analyse systématique des fromages importés vendus chez les détaillants du Québec. Même chose au Service d'inspection alimentaire de la Ville de Montréal qui, l'an dernier, n'a pas jugé bon de mettre ces mêmes fromages dans sa liste des priorités, a appris *Le Devoir*.

Ces décisions étonnent d'ailleurs l'Association des

fromagers artisans du Québec qui dénonce une fois de plus le système deux poids, deux mesures qui semble prévaloir dans le monde de l'inspection des produits laitiers. «C'est inconcevable», a indiqué hier le président de ce regroupement, Louis Arsenault.

VOIR PAGE A 8: FROMAGES

## Rire du pire

### La crise inspire les humoristes qui multiplient les bonnes blagues

S'il existe un secteur que la crise économique ne semble pas ébranler, c'est bien l'univers de l'humour. Les temps sont durs, mais les humoristes de tout acabit, eux, ne chôment pas.

STÉPHANE BAILLARGEON

Rions un peu, c'est gratuit. Un conseiller financier répond à un client qui lui demande comment bâtir une petite fortune. «C'est tout simple, dit-il, confiez-moi une grande fortune et attendez un peu.»

Un autre client se désole. «Je suis allé à ma banque hier et le guichet automatique a voulu m'emprunter 20 \$.»

La crise stimule les humoristes professionnels et les petits rigolos du dimanche qui s'en donnent à cœur joie avec Internet pour relayer leurs trouvailles. Pouvait-on franchement s'attendre à autre chose?

Les temps durs dopent les productions humoristiques plus ou moins féroces depuis l'Antiquité. La démocratie athénienne faisait déjà la part belle et drôle à la satire politique.

VOIR PAGE A 8: RIRE



LENNART PREISS/DDT/AGENCE FRANCE-PRESSE

Manifestant photographié lors de la Conférence sur la sécurité tenue à Munich en février. La crise stimule la dérision, et les petits rigolos s'en donnent à cœur joie, sur Internet en particulier.



LARRY DOWNING REUTERS

Barack Obama en compagnie du secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, hier, à Washington.

## Scandalisé, Obama veut bloquer les primes des dirigeants d'AIG

MÉLISSA GUILLETTE

Le président américain, Barack Obama, a assuré hier qu'il ferait tout pour empêcher l'assureur American International Group (AIG), qui a reçu 170 milliards de dollars de l'État pour éviter la faillite depuis septembre, de verser les bonus promis à ses dirigeants.

M. Obama, qualifiant la situation d'«outrage» fait aux contribuables, a indiqué avoir demandé à son secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, d'employer tous les moyens légaux pour bloquer le paiement des bonus qui s'élèvent à 165 millions. Il s'est ainsi joint à la grogne populaire, le sujet ayant fait jaser sur toutes les tribunes samedi et dimanche.

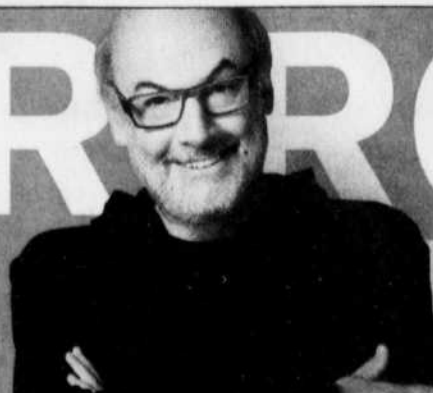
«Au cours des six derniers mois, AIG a reçu du Trésor des sommes importantes. J'ai demandé au secrétaire Geithner de se servir de ce moyen de pression et d'employer tous les moyens légaux pour bloquer ces primes et veiller au bon usage de

VOIR PAGE A 8: OBAMA

# HOMIER ROY

5H30

Aujourd'hui à 8h45, rencontre avec Patrice Sauvé, réalisateur du film *Grande Ourse*. Réal.: Nadia Phillon



Radio-Canada.ca/bienmieux

95,1 FM  
PREMIÈRE CHAÎNE

# Technologies durables

Forts d'un engagement institutionnel avant-gardiste en matière de développement durable, les chercheurs mettent au point des technologies minimisant les retombées environnementales négatives et ayant un potentiel économique considérable.

Si les technologies durables suscitent tant d'intérêt, c'est parce qu'elles nous aident à atténuer notre impact sur la planète, mais aussi parce qu'elles joueront un rôle vital dans la construction d'un avenir durable, prédit M. David Graham, vice-recteur exécutif aux affaires académiques de l'Université Concordia, à Montréal.

Cette préoccupation de « durabilité » – mouvement visant la création de processus que l'on peut perpétuer sans risque pour l'avenir – s'explique par l'émergence des nouvelles technologies, à commencer par Internet : « Du jour au lendemain, nous nous sommes tous retrouvés connectés, prenant soudain conscience que les ressources étaient limitées, voire fragiles. Nous voyons à la télé qu'un ouragan se déchaîne et quelques jours plus tard, le prix de l'essence augmente. Il n'y a plus aucun doute quant au pourquoi et au comment ».

Cependant, poursuit M. Graham, si le réchauffement climatique et la conscience écologique en général nous poussent à repenser notre mode de vie, la durabilité ne réside pas seulement dans le fait d'être vert. D'autres facteurs, comme la mondialisation conjuguée à d'autres enjeux, nous incitent aussi à modifier notre comportement d'une manière encore jamais vue.

À Concordia, le fort intérêt pour la durabilité canalise la recherche vers les nouvelles technologies. Par exemple, le Réseau de recherche sur les bâtiments solaires du Canada – groupe multidisciplinaire implanté à Concordia, réunissant des chercheurs de 11 universités et des partenaires de l'industrie et du gouvernement – se penche sur la conception de bâtiments solaires qui, en une année, peuvent produire autant d'énergie qu'ils en consomment.

Andreas Athienitis, directeur scientifique du Réseau, professeur et titulaire d'une chaire de recherche de Concordia au Département de génie du bâtiment, civil et environnemental, souligne que l'Université a mis en place un « système photovoltaïque-thermique intégré au bâtiment » qui génère à la fois de l'électricité et de la chaleur solaires. Caractéristique importante, le système est intégré à la structure du bâtiment plutôt que d'être un simple ajout, souligne-t-il.

À Concordia, ce système novateur est déjà passé de la planche à dessin à l'application grandeur nature.

Même si le système intégré d'électricité et de chauffage solaires peut passer inaperçu pour la majeure partie des passants, il est l'une des spécificités qui ont permis à la tour de 15 étages de l'École de gestion John-Molson d'être certifiée LEED (*Leadership in Energy and Environmental Design*).

« Ce système est esthétiquement, architecturalement et fonctionnellement intégré au pavillon, précise le P<sup>r</sup> Athienitis. Il peut générer jusqu'à



L'Université Concordia élabore et teste certaines des technologies qui devraient ouvrir la voie à un avenir durable. Parmi elles, des batteries solaires intégrées qui fournissent de l'énergie à la nouvelle tour de 15 étages de l'École de gestion John-Molson (à gauche). Par ailleurs, les XS Labs de Concordia mettent au point des technologies vestimentaires qui exploitent l'énergie tout en étant conductrices. Ainsi, le prototype de robe (à droite) est fait d'un tissu conducteur qui alimente les accessoires illuminés du vêtement. Même si ce projet est axé sur la mode et le fantastique, les chercheurs examinent également les répercussions à long terme des technologies vestimentaires, notamment l'éthique concernant la manière de les jeter. PHOTOS : FOURNIES

25 kilowatts d'électricité et produire une grande partie du chauffage nécessaire durant l'hiver.

Il s'agit du plus grand système photovoltaïque au Québec, et c'est probablement le système d'énergie solaire grandeur nature le plus innovant installé dans une université canadienne.

Autre exemple du potentiel fascinant des technologies durables : des chercheurs de Concordia ont élaboré des algorithmes pour automatiser le contrôle des stores motorisés dans les bâtiments commerciaux. En régulant automatiquement la quantité de lumière qui entre dans un édifice, ces systèmes permettent de réaliser des économies sur le coût de l'éclairage, du chauffage et du refroidissement.

Le système de stores motorisés conçu à Concordia a déjà fait ses preuves à l'Aéroport international Montréal-Trudeau, où il a non seulement permis de réduire la consommation d'énergie, mais aurait en plus amélioré le confort des voyageurs.

« Comme environ 30 % des émissions de gaz à effet de serre du Canada proviennent de la dépense énergétique des bâtiments, il serait indéniablement avantageux d'aider le pays à tenir ses engagements en matière de changement climatique, sans compter qu'une baisse de la demande en énergie réduira le besoin de construire des centrales électriques », affirme le P<sup>r</sup> Athienitis.

Selon M. Graham, outre l'économie d'énergie, répondre au besoin mondial de sources de carburant renouvelables et moins polluantes est un autre facteur important de l'avancement des technologies durables.

Professeur de biologie et directeur du Centre de génomique structurale et fonctionnelle de Concordia, Adrian Tsang concentre la majeure partie de ses travaux sur la mise au point de carburants de transport carboneutres; en clair, sur des solutions de rechange aux produits pétroliers.

« Le transport compte pour près de 19 % de la consommation énergétique au Canada, précise-t-il, mais aussi pour 33 % des émissions de gaz à effet de serre. »

Convaincu que seule la biomasse peut réellement remplacer les combustibles fossiles, le P<sup>r</sup> Tsang étudie avec son équipe la transformation d'éléments comme la paille, sous-produit de la production alimentaire, en carburant.

« La cellulose constitue la biomasse la plus abondante sur la planète, poursuit-il, mais il reste un défi à surmonter : comment décomposer convenablement la cellulose en produits utilisables par l'humain? »

Dans la nature, les micro-organismes arrivent à le faire. Le P<sup>r</sup> Tsang et ses collaborateurs tentent donc de les imiter.

« Nous avons développé les outils et les connaissances pour y parvenir, ajoute-t-il. Nos partenaires industriels sont même déjà en train de tester certains de nos projets. »

Un autre aspect attrayant de la durabilité? Les applications commerciales éventuelles des nouvelles technologies qui créent des ouvertures économiques.

Par exemple, dans le seul domaine de l'énergie solaire, les entreprises canadiennes explorent la possi-

bilité de bâtir et d'exporter des maisons solaires préfabriquées, des systèmes de fenêtres et des systèmes solaires thermiques de pointe.

Par ailleurs, de toutes nouvelles « technologies vestimentaires » intégrées à des textiles offrent également une occasion de refaçonnage notre mode de vie de manière positive, mais aussi potentiellement négative.

Joanna Berzowska, professeure agrégée au Département de design et d'arts numériques de Concordia et directrice de la recherche aux XS Labs, s'explique : « Nous vivons dans un monde où les besoins en consommation d'énergie augmentent constamment, notamment pour les dispositifs mobiles. »

Face à la situation, les XS Labs élaborent des vêtements électroniques qui exploitent l'énergie cinétique engendrée par le mouvement du corps humain. « Cette énergie pourrait servir à recharger son iPod ou tout autre dispositif électronique portable », ajoute-t-elle.

« Les textiles électroniques sont en passe de devenir une réalité. Ils peuvent être dangereux, parce qu'ils sont faits de fibres composites de moins d'un millimètre intégrées à des matières organiques et inorganiques telles que des polymères avec un noyau métallique. Ces derniers sont tellement minuscules qu'il est impossible de les séparer. »

« Nous devons réfléchir à la manière dont nous traiterions les déchets de ces prototypes s'ils devaient être commercialisés à grande échelle. »

Selon Louise Dandurand, vice-rectrice à la recherche et aux études supérieures, la réputation de Concordia en matière de développement durable n'est plus à faire. L'engagement institutionnel se décline suivant trois objectifs : minimiser l'empreinte écologique de l'Université; intégrer le développement durable à la recherche; et susciter la participation de la communauté aux initiatives dans ce domaine.

« Nombre de nos projets majeurs de rénovation et de construction sont des modèles écoénergétiques. Le groupe Concordia durable, une initiative étudiante née autour du projet de vérification de la durabilité de Concordia en 2002, fait aujourd'hui partie intégrante de l'Université », de conclure M<sup>me</sup> Dandurand. ■

Forte de près de 40 000 étudiants, Concordia figure parmi les plus grandes universités canadiennes. Née en 1974 de la fusion du Collège Loyola et de l'Université Sir-George-Williams, Concordia s'est taillée une place enviable dans plusieurs domaines allant du génie aux beaux-arts, en passant par les sciences, les lettres et la gestion. Aujourd'hui, l'Université Concordia s'appuie sur cette supériorité pour promouvoir la recherche et l'enseignement dans le domaine complexe des pratiques de développement durable sur le plan social, économique et environnemental.

## ÉTUDE DE CAS : UN EXEMPLE CONCRET

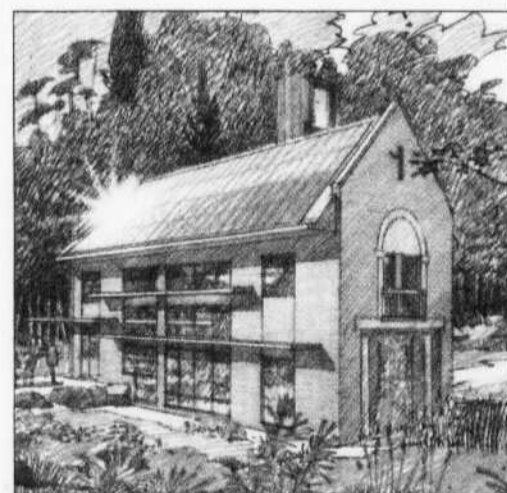
### Entrez dans la maison à consommation énergétique nette zéro

À la fin du printemps ou de l'été prochain, au cœur de l'ensemble résidentiel d'Hudson, au Québec, juste à l'ouest de Montréal, vous pourrez visiter une maison qui produit autant d'énergie qu'elle en consomme.

Conçue par l'architecte montréalais Sevag Pogharian, la maison a été élaborée dans le cadre du concours de maisons durables EQUilibrium, commandité par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Selon M. Pogharian, cette maison avant-gardiste, qui combine des cellules photovoltaïques et des capteurs thermiques, n'aurait pas vu le jour sans l'appui de l'Université Concordia et le soutien financier du programme photovoltaïque fédéral du centre de recherche Canmet ENERGY (Varenes, Québec) de Ressources naturelles Canada.

M. Pogharian s'est intéressé au projet lorsque la SCHL a lancé un concours national visant la construction de 12 modèles de maisons écologiques



Ce qui semble être un cottage traditionnel et douillet est en réalité la maison écologique, dont les technologies aident à progresser vers un avenir plus durable. PHOTO : FOURNIE

et écoénergétiques. L'idée était de concevoir une habitation qui produise annuellement autant d'énergie qu'elle en consomme.

Or, pour participer au concours, il lui fallait une équipe.

M. Pogharian savait que Concordia abritait un groupe de technologie du bâtiment. Il s'est donc adressé à l'Université – plus particulièrement à M. Andreas Athienitis, directeur scientifique du Réseau de recherche sur les bâtiments solaires, professeur et titulaire d'une chaire de recherche au Département de génie du bâtiment, civil et environnemental de l'Université – pour lui proposer de se joindre à son groupe, Team Montréal Zero. Le P<sup>r</sup> Athienitis a accepté, avec plusieurs de ses doctorants.

D'après M. Pogharian, le P<sup>r</sup> Athienitis et ses étudiants ont réalisé d'importantes percées dans le domaine.

« Les compétences techniques qu'ils ont apportées à ce projet dépassent largement l'expertise dont

disposent les sociétés de conseils privées. Même si j'avais voulu embaucher une firme pour me transmettre son savoir-faire, elle n'en aurait pas été capable. Et pourtant, ces connaissances sont abondantes au Canada – dans les universités. »

Aujourd'hui en cours de construction, la maison expérimentale née de cette collaboration vise à minimiser la consommation énergétique. Au nombre de ses innovations, notons qu'elle possède une enveloppe bien isolée et intègre des technologies de chauffage et de refroidissement passifs, telles que des fenêtres orientées vers le sud et des zones d'ombre naturelles. En hiver, les panneaux solaires permettent de chauffer l'eau, qui est pompée dans toute la maison grâce à un système de chauffage par rayonnement dans le plancher.

« Atteindre une consommation énergétique nette zéro n'est pas un jeu d'enfant, s'exclame M. Pogharian. Mais grâce à Concordia, nous avons pu atteindre nos objectifs. » ■

## Understanding Desire

CYCLE DE CONFÉRENCES DE LA RECTRICE

Le tout premier cycle de conférences de la rectrice de l'Université Concordia, portera sur la relation étonnante qui se tisse entre les mécanismes physiologiques, le désir, l'identité et le comportement humain. Trois séances distinctes se tiendront au cours de la journée: *Brain and Reward: Appetite, Anticipation, and Drug Addiction*, *The Addictive Network* et *Self, Sexuality and Desire*.

6 avril 2009

L'entrée est libre | Le nombre de places est limité!

<http://www.concordia.ca/conferencesrectrice>



## ACTUALITÉS



## L'autorité morale



MICHEL DAVID

À quatre jours du budget et des «décisions difficiles» que le premier ministre Charest a évoquées dans le discours inaugural, la lettre ouverte que l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux (AQESSS) vient d'adresser à Monique Jérôme-Forget avait des airs de déjà entendu.

La mauvaise conjoncture économique ne doit pas conduire à une diminution du budget accordé à la santé et aux services sociaux, prévient-elle. D'autant plus que l'Organisation mondiale de la santé estime que la récession aura des effets négatifs importants sur la santé en provoquant une augmentation des mauvaises habitudes de santé et des maladies mentales.

Dans une entrevue à *La Presse*, la directrice générale de l'AQESSS, Lise Denis, a expliqué qu'il faudrait au moins 1,1 milliard de plus, simplement pour maintenir les services à leur niveau actuel, sans tenir compte de l'augmentation de la demande.

Quand les compressions budgétaires sont inévitables, le réflexe est toujours le même: il faut couper ailleurs. En fin de semaine dernière, l'aile jeunesse du PLQ a également fait connaître ses exigences à la ministre des Finances: malgré le déficit appréhendé, les versements prévus au Fonds des générations doivent être maintenus intégralement.

Personne ne devrait être surpris d'apprendre que, selon un sondage commandé à Angus Reid par l'Institut économique de Montréal, 56 % des Québécois souhaitent plutôt une réduction du nombre de fonctionnaires et que seulement 7 % sont favorables à des hausses de tarifs.

L'expérience de la «réingénierie», qui est venue bien près de provoquer le renvoi des libéraux dans l'opposition, semble toutefois avoir convaincu que la population n'est pas disposée à tirer un trait sur la Révolution tranquille, comme l'avait projeté Jean Charest.

Au cours de son deuxième mandat, tout en continuant à préconiser un contrôle serré des dépenses, le gouvernement a plutôt donné l'impression de chercher la solution du côté des revenus, même s'il s'est empressé de tableter le rapport Montmarquette sur la tarification.

Dans un contexte minoritaire, il a cependant préféré s'en tenir à un dégel très mesuré des droits de scolarité. Il a également manqué une belle occasion d'occuper l'espace fiscal qui a été libéré par la baisse de la TVQ décidée par le gouvernement Harper.

Même si M. Charest semble avoir pris goût au confort de l'inaction, la crise actuelle ne lui laissera malheureusement pas le loisir d'en profiter, sous peine de laisser le Québec replonger dans un déficit structurel dont il aura le plus grand mal à s'extirper.

Si la situation des finances fédérales est encore pire que ce que James Flaherty avait prévu en janvier dernier, comme le croient les économistes de la banque Toronto Dominion, on peut penser que Mme Jérôme-Forget n'annoncera rien de très réjouissant jeudi.

Personne ne souhaite revivre le douloureux épisode des mises à la retraite de 1997, dont le réseau de la santé ne s'est pas encore remis. Les choses auraient sans doute pu être faites différemment, mais il demeure que l'on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs.

Il est facile de jeter les fonctionnaires — et les syndicats en général — en pâture aux contribuables dans un sondage, mais il y a des limites à dégraisser sans influencer sur les services de façon significative. C'est un choix tout à fait légitime, mais il faudrait que les implications soient claires pour tout le monde.

Il serait sans doute mal avisé d'alourdir le fardeau des contribuables-utilisateurs au moment où la crise économique frappe de plein fouet, mais il n'est pas trop tôt pour réfléchir à la meilleure façon de rétablir les finances publiques quand l'horizon commencera à s'éclaircir. Se fier uniquement aux retombées du «Plan Nord» ou du «nouvel espace économique» que fait miroiter M. Charest serait bien imprudent.

Mme Jérôme-Forget indiquera peut-être quelques pistes jeudi. Il est cependant douteux que le gouvernement ait l'autorité morale nécessaire pour convaincre la population de la nécessité d'un virage majeur. Quand il a réussi à mobiliser le Québec tout entier dans la quête du déficit zéro, au sommet de mars 1996, Lucien Bouchard était encore au sommet de sa popularité.

C'est très loin d'être le cas de M. Charest et de sa ministre des Finances. À peine trois mois après les dernières élections générales, ils sont les deux personnalités politiques dont les Québécois ont la plus mauvaise opinion, selon le plus récent baromètre de Léger Marketing.

Que l'objectif soit de réduire la dimension de l'État ou d'introduire une toute nouvelle philosophie en matière de tarification des services publics, la confiance est un ingrédient indispensable. Les sacrifices ne peuvent être acceptés que dans la mesure où leur justification ne fait aucun doute, sous peine de compromettre sérieusement le climat social.

Malheureusement, au cours des derniers mois, le gouvernement Charest a lamentablement échoué au test de la franchise. Ce n'est certainement pas la comparaison de Mme Jérôme-Forget en commission parlementaire et la nomination tout à fait irrégulière du nouveau président de la Caisse de dépôt qui vont arranger les choses.

m david@ledevoir.com

## Le déficit fédéral sera beaucoup plus important que prévu, selon la Banque TD

La somme des déficits des deux prochaines années serait de 81,5 milliards plutôt que les 63,5 milliards annoncés, calcule l'économiste Don Drummond

Le budget fédéral a été déposé il y a seulement sept semaines, mais, déjà, les chiffres du gouvernement concernant les déficits des deux prochaines années ne sont plus valides, selon la Banque TD.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le gouvernement fédéral affichera des déficits plus importants que prévu au cours des deux prochaines années, selon l'économiste en chef de la Banque TD, Don Drummond, qui a rendu publique hier une analyse de la position fiscale du gouvernement canadien.

En fait, les déficits seront si imposants qu'ils constitueront des records, battant même ceux du début des années 90.

Le budget fédéral du ministre Jim Flaherty a été déposé il y a à peine sept semaines, mais, s'il faut en croire le réputé économiste Don Drummond, les chiffres concernant les déficits devraient déjà être jetés à la poubelle.

Ainsi, plutôt que d'afficher un déficit de 63,5 milliards de dollars sur deux ans, le gouvernement Harper sera aux prises avec un manque à gagner de 81,5 milliards, soit un écart de 18 milliards, selon la Banque TD.

Pour l'année financière 2009-10 qui commence le 1er avril prochain, le déficit serait de 39,2 mil-

liards de dollars, plutôt que les 33,7 milliards prévus par le gouvernement Harper (+5,5 milliards). L'année suivante, en 2010-11, le bilan serait encore plus désastreux, avec un déficit de 42,3 milliards de dollars, plutôt que les 29,8 milliards prévus (+12,5 milliards).

L'économiste Don Drummond connaît bien le gouvernement fédéral, puisqu'il a été sous-ministre des Finances durant les années 90. Selon lui, les revenus du gouvernement (impôt et taxes) seront en baisse en raison d'une récession plus dure que prévu. Ensuite, le gouvernement devra déboursier davantage en matière d'assurance-emploi, ce qui creusera le déficit.

## Des déficits historiques

En chiffres absolus, les déficits des deux prochaines années seraient les plus élevés de l'histoire du pays, selon la Banque TD. En 1992-93, le gouvernement Mulroney avait affiché un déficit de 41 milliards de dollars, mais, après une révision des statistiques et des méthodes comptables, le déficit avait finalement été ramené à 39 milliards cette année-là.

Le ratio déficit-PIB était toutefois bien plus catastrophique dans les années 80 et 90. En 1992-93, le déficit atteignait près de 6 % du produit intérieur brut (PIB). Si les chiffres de la Banque TD se confirment, celui de 2009-10, avec un déficit équivalent, atteindrait 2,6 % du PIB.

La pire ratio déficit-PIB a été enregistré en 1984, alors que le déficit de 38 milliards a atteint 8,6 % du PIB.

Cette mesure montre qu'il sera plus facile de sortir des déficits cette fois, puisque la taille de l'économie est plus grosse et que le déficit pèse moins lourd dans le bilan du gouvernement.

La Banque TD prévoit que la dette atteindrait 492,4 milliards de dollars en 2009-10 et 522,2 milliards en 2010-11. Dans deux ans, le ratio dette-PIB serait de 33,6 %, ce qui est encore loin du sommet de 70,6 % atteint en 1995-96.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Investir dans le béton est discriminatoire pour les femmes

Le Conseil du statut de la femme réclame des mesures compensatoires

ROBERT DUTRISAC

Québec — Les milliards qu'investit le gouvernement Charest dans les infrastructures favorisent indûment la main-d'œuvre masculine, juge le Conseil du statut de la femme (CSF) qui réclame des mesures d'action positive en faveur des femmes.

Le CSF déplore que la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, n'ait pas tenu compte des inégalités dont les femmes sont l'objet en lançant ses investissements massifs dans les infrastructures, contrevenant ainsi à un engagement que le gouvernement Charest avait pris en 2007.

Selon la présidente de la CSF, Christiane Pelchat, le gouvernement s'est engagé à soumettre ses politiques à des analyses différenciées selon les sexes (ADS). Or «la plus grosse politique publique de l'État, c'est son budget», a souligné Mme Pelchat.

«On regarde ça [l'ADS] comme étant névralgique», a indiqué la présidente du CSF. Mais elle reconnaît qu'au gouvernement, «c'est assez lent comme processus».

En vigueur depuis 2007, la politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes, intitulée Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait, définit l'ADS comme «une approche de gestion qui vise à discerner, au cours de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation d'une intervention gouvernementale, les effets distincts que pourrait avoir cette intervention sur les femmes et sur les hommes compte tenu des conditions socioéconomiques qui les caractérisent».

EN BREF

## Neuf corps récupérés

Terre-Neuve-et-Labrador — Neuf corps ont été retrouvés à l'intérieur de l'hélicoptère qui s'est abîmé dans l'océan Atlantique jeudi, au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador, a indiqué la Gendarmerie royale du Canada (GRC), hier. Le sergent Wayne Newell a déclaré que la découverte a été faite tôt hier, après qu'un navire d'approvisionnement

Pour Mme Pelchat, à la lumière de l'ADS, les investissements dans «le béton» profitent en majorité aux hommes puisque les femmes y sont absentes. Ainsi, la somme de 13,9 milliards prévus pour les infrastructures en 2009 «ne bénéficie pas aux 50 % de la main-d'œuvre active que sont les femmes». Après une telle analyse différenciée, des mesures d'action positive, pour favoriser l'accès des femmes aux métiers de la construction, par exemple, devraient être mises en place, croit Christiane Pelchat.

En adoptant sa politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes, le gouvernement a rempli un engagement international. Le Québec est signataire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et du programme d'action de Beijing, qui est issu de la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes de 1995.

La ministre des Finances est aussi fautive sous un autre rapport, selon le CSF: en 2008, elle accordait 725 millions en crédit d'impôt pour les entreprises actives dans la recherche-développement. «À notre connaissance, les femmes ne sont pas majoritaires dans ce domaine et elles y occupent souvent des emplois administratifs moins rémunérés», constate le CSF.

L'ADS doit être appliquée à ces crédits d'impôt afin de voir à qui profitent ces subventions et dans quelle mesure elles ne contribuent pas à accroître les écarts de revenus entre les sexes. «Pour favoriser l'égalité, ces crédits d'impôt pour-

raient être assortis de l'obligation contractuelle de déposer un plan d'accès à l'égalité, comme c'est le cas actuellement pour les fournisseurs du gouvernement du Québec» en vertu de la Charte des droits et libertés de la personne, propose le CSF.

Le gouvernement devrait aussi investir dans «les infrastructures sociales à fort capital humain», estime Christiane Pelchat. Certaines études internationales démontrent que de telles dépenses, notamment en santé et en éducation, stimuleraient l'économie autant, sinon plus, que les investissements dans les ponts et les routes, a fait valoir la

présidente du CSF.

Au cabinet de Monique Jérôme-Forget, on a soutenu, hier, que le gouvernement Charest avait «clairement une préoccupation pour les femmes», comme en témoigne son action d'instaurer la parité hommes-femmes au Conseil des ministres et dans les conseils d'administration des sociétés d'État. L'ADS n'a pas été appliquée aux projets d'infrastructure «parce qu'une importante mise à niveau des infrastructures était nécessaire», a indiqué l'attachée de presse, Catherine Poulin.

Le Devoir



## CAMPES D'ÉTÉ RÉSIDENTIELS DE QUALITÉ EN ONTARIO

POUR GARÇONS ET FILLES, DE 6 À 16 ANS



Dans le Parc Algonquin, d'une beauté à couper le souffle dans un environnement naturel et sécuritaire

À Taylor Statten Camps

88 ans d'existence DONNEZ À VOTRE ENFANT UN ÉTÉ INOUBLIABLE

L'Expérience qui dure toute une vie!

Des souvenirs, des amitiés et un bagage pour la vie  
Vaste choix d'activités, incluant l'escalade sur mur,  
des initiatives visant à développer la confiance et l'esprit d'équipe, le canoë-kayak,  
le développement d'habiletés de survie, et plus encore  
Une tradition d'excellence. Membre Accrédité OCA Ontario Camping Association  
Un investissement inestimable

SOIRÉE D'INFORMATION À MONTRÉAL

le mardi 31 mars 2009 à 19 h. (514) 849-9842 • info@global21.ca



## CAMPES D'IMMERSION EN ANGLAIS



• Pour étudiants de 7 à 17 ans

• Centre-ville de Montréal et Toronto

• Camp de jour et résidence

Pour information:

à Toronto: (416) 921-6998

à Montréal: (514) 531-4193

www.mwscamps.com office@mwscamps.com

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Isabelle Sanchez  
au 514 985-3454 ou à isanchez@ledevoir.com

## François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

## ACTUALITÉS



ARCHIVES REUTERS

## La gestion de la forêt publique ne peut plus être confiée au privé, dit une coalition

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Une nouvelle coalition de groupes sociaux et environnementaux a réclamé hier de Québec qu'il mette en place une réforme forestière axée d'abord sur les enjeux sociaux et environnementaux. Elle a aussi été créée pour faire contrepoids à une autre coalition récente, qui vise davantage à réduire les coûts d'exploitation pour aider l'industrie forestière à sortir de la crise économique.

La nouvelle coalition regroupe la Fédération des producteurs de bois (FPBQ), Nature-Québec, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ), le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) et l'Union des producteurs agricoles (UPA).

La nouvelle coalition demande au ministre des Ressources naturelles et de la Faune de persévérer dans la «réforme courageuse», présentée dans son livre vert.

«Il doit persister dans cette voie et corriger une situation tout à fait inéquitable à l'endroit des propriétaires de boisés privés. La Loi sur les forêts stipule que l'industrie doit d'abord et avant tout s'approvisionner auprès des producteurs de la forêt privée. Il est temps de la respecter», a réclamé Pierre Lemieux, vice-président de l'UPA.

Pour les membres de cette nouvelle coalition, «la refonte du régime forestier doit se centrer sur l'intérêt public à long terme et aller bien au-delà d'une stratégie de sortie de crise», soit le prétexte invoqué par l'autre coalition d'exploitants pour réduire les exigences gouvernementales.

Selon le communiqué conjoint diffusé hier, les membres de la nouvelle coalition estiment que «le Québec a besoin d'une gestion forestière reposant sur des bases plus démocratiques, plus durables, et qui respectent la diversité des usages de la forêt. Nous pensons qu'il faut en finir avec un modèle où c'est l'industrie qui gère les territoires forestiers et où les volumes à récolter et les coûts d'approvisionnement des usines ont toujours priorité. Un virage majeur doit permettre le mieux-vivre de la population des régions forestières, en particulier des travailleurs sylvicoles et des propriétaires de forêts privées familiales».

Pour ses membres, le futur régime forestier québécois doit rendre possible «la mise en place d'un réseau d'aires protégées et l'adoption d'une foresterie écosystémique pour l'ensemble du territoire», autoriser l'intégration des coûts sociaux et environnementaux, harmoniser tous les usages de la forêt et non seulement la coupe des arbres, comme le plein air, l'agroforesterie, le tourisme, la chasse et la pêche ainsi que le jardinage d'essences nobles.

En conclusion, les membres de la nouvelle coalition sont d'avis «que le régime forestier ne doit plus confier la gestion des territoires publics à l'industrie forestière», une constante que les régimes antérieurs n'ont jamais vraiment remise en question.

Le Devoir

## Un seul Québécois parmi les aspirants astronautes choisis par l'Agence spatiale

Parmi les 5351 curriculum vitae que l'Agence spatiale canadienne a reçus alors qu'elle recherche deux nouveaux astronautes, celui d'un Québécois, un seul, continue de faire son chemin. Après une série de tests, David Saint-Jacques et quinze autres candidats aux expériences professionnelles hétéroclites sont encore en lice pour un éventuel décollage.

LISA-MARIE GERVAIS

Ils ne sont plus que 16 finalistes au concours mené par l'Agence spatiale canadienne (ASC) dans le cadre de sa campagne nationale de recrutement visant à sélectionner les deux prochains astronautes canadiens. Parmi les étoiles montantes, un seul Québécois: David Saint-Jacques.

Depuis deux ans, l'homme de 39 ans est médecin de famille à Puvirnituq, dans le nord du Québec, et enseigne aussi à l'Université McGill. «C'est comme si on m'avait offert soudainement de réaliser un rêve de petit garçon. Je n'ai pas hésité une seconde», raconte-t-il, la voix enjouée.

Ce titulaire d'un doctorat en astrophysique n'était pas le seul à entretenir ce rêve. Sur la ligne de départ, en mai 2008, ils étaient 5351 à avoir manifesté leur intérêt, en ligne, espérant endosser un jour l'uniforme d'astronaute.

Au fil des entretiens, des ex-

mens médicaux et de divers tests d'aptitudes physiques et psychologiques, de résistance au stress, de tests de pilotage et de calcul mental, le nombre de candidats a décliné. Après chaque épreuve, tout au long du processus qui s'est étalé sur dix mois, M. Saint-Jacques a eu le bonheur de recevoir un courriel lui disant: «Vous êtes encore sur la liste.»

L'homme originaire de Saint-Lambert reconnaît que les tests qui composent la sélection sont là pour lui faire repousser ses limites. «C'est tough, mais la chose la plus difficile, c'est le fait que le processus de sélection est très long. C'est dur sur la motivation», a-t-il confié. «Ce sont des montagnes russes émotives.»

### Un projet emballant

Parmi les éléments qui l'intéressent particulièrement dans le projet de l'Agence spatiale canadienne, il y a la pratique de la médecine dans l'espace où «les astronautes doivent se dé-

brouiller avec les moyens du bord et l'aide de spécialistes au sol».

En outre, M. Saint-Jacques apprécie que «le plus gros projet de collaboration internationale en place» permette de travailler avec des gens formidables de tous les pays. «Pour une fois que les pays s'assemblent pour autre chose que la guerre, pour un projet positif», s'emballait-il.

S'il n'ose pas s'avancer sur les conditions gagnantes de ce processus de sélection, le médecin admet que, jusqu'ici, tous les candidats ont semblé posséder une chose en commun: de la volonté. «Tous les candidats veulent vraiment. On est tous très motivés», a-t-il indiqué.

Si sa candidature est retenue, il ne sera plus question pour lui de retourner œuvrer dans le Grand Nord. «La carrière d'astronaute est à vie. L'astronaute ne va pas uniquement dans l'espace. Une grande part du travail consiste à soutenir les autres astronautes, à les aider à préparer leur mission, à faire de la recherche. Certains ont des tâches administratives, d'autres techniques ou politiques, de lobbying. Si on s'embarque dans cette carrière, on s'embarque.»

Le Devoir  
Avec La Presse canadienne

## Les recycleurs de pièces d'autos veulent avoir accès à toutes les régions du Québec

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

L'Association des recycleurs de pièces d'autos et de camions (ARPAC) voudrait que ses membres puissent avoir accès à toutes les régions du Québec et qu'ils n'aient pas à se plier à d'autres conditions propres au Québec, mais uniquement aux normes du programme canadien de mise à la ferraille des vieilles voitures.

L'organisme responsable de ce programme au Québec se dit d'accord pour ouvrir son programme à tous les recycleurs. Mais cet organisme, l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), n'entend le faire que pour les recycleurs qui vont accepter les conditions d'affiliation récemment établies dans le cadre de son entente avec la Fondation Air pur de Toronto.

C'est cette dernière fondation qui gère au Canada le programme de mise à la ferraille des voitures en fin de cycle, dans lequel Ottawa a investi 92 millions. La Fondation Air

pur a signé il y a deux semaines un contrat avec l'AQLPA, qui a créé et gère un programme similaire au Québec depuis 2002.

On envoie à la casse chaque année au Québec 600 000 véhicules.

Le directeur général de l'ARPAC, Simon Matte, ne visait pas explicitement hier l'AQLPA, mais il se plaignait de ce que ses membres n'avaient pas accès au programme fédéral, contrairement, disait-il, aux autres entreprises canadiennes qui peuvent même s'y inscrire par Internet. Il ajoutait que son association avait administré jusqu'ici un programme similaire et qu'elle pouvait le faire encore.

Joint hier au téléphone, le président de l'AQLPA, André Bélisle, a raconté qu'il y avait deux semaines seulement que la Fondation Air pur et son organisme avaient signé une entente qui confiait ici l'administration du programme fédéral au groupe écologiste québécois. Et il y a une semaine seulement que l'AQLPA a en mains, ajoutait-il, une version française de ce contrat, mais pas encore la tra-

duction du contrat d'affiliation.

André Bélisle confirme qu'il n'y a présentement que deux recycleurs reconnus, l'un à Québec et l'autre à Montréal. Dix-sept autres recycleurs membres de l'ARPAC, qui travaillaient antérieurement avec l'autre partenaire de l'AQLPA, la Fondation canadienne du rein, devraient pouvoir être affiliés très prochainement. Quant aux autres recycleurs, ils pourront, assure André Bélisle, s'inscrire tous au programme dès que les documents seront prêts, ce qui ne peut pas se faire en quelques jours.

En vertu de ce programme, la personne qui envoie son vieux véhicule à la casse reçoit d'Environnement Canada 300 \$. À terme, une personne pourra recevoir davantage sous forme de titres de transport urbain. Le programme devrait aussi, à l'avenir, régir les bénéfices qu'obtiendront les personnes qui se débarrassent d'un vieux véhicule pour un plus récent et moins polluant.

Le Devoir

## EN BREF

### Le «permis plus» pour aller aux États-Unis

Saint-Bernard-de-Lacolle — Le premier ministre du Québec, Jean Charest, a lancé hier le nouveau «permis de conduire plus», qui permettra de traverser la frontière américaine par voie terrestre ou maritime à compter du 1<sup>er</sup> juin. Le «permis plus» coûtera 40 \$ de plus que le permis courant et durera quatre ans. Il ne remplacera pas le passeport canadien, mais offrira une autre option. Il faudra être citoyen canadien pour pouvoir se le procurer, posséder un permis de conduire valide, résider au Québec et avoir le droit de voyager à l'extérieur du Canada. Le «permis plus» sera doté d'un code à barres à deux dimensions et d'une puce électronique lisible par radiofréquences, qui contiendra un numéro. C'est ce numéro, accessible seulement à certaines personnes autorisées comme les douaniers, qui donnera accès à une banque de données sur les renseignements voulus. Le but est de faciliter le passage à la frontière entre le Québec et les États-Unis tout en respectant les exigences américaines accrues, en matière de sécurité, depuis les événements du 11 septembre 2001. Le Québec devient ainsi la première province à aller de l'avant avec son permis de conduire spécial. La Colombie-Britannique, l'Ontario, le Manitoba et la Saskatchewan nourrissent également des projets à cet égard, avancés à divers degrés. — La Presse canadienne

### Grève de cinq jours

Les quelque 1000 professeurs et maîtres de langue syndiqués de l'UQAM ont déclenché hier une grève d'une durée prévue de cinq jours. À la fin de la semaine, c'est l'assemblée générale du syndicat qui décidera de la poursuite ou non de ce moyen de pression. Le 10 mars dernier, après plus de 21 mois de négociation, les membres du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ-CSN) ont considéré qu'une intensification des moyens de pression était le seul moyen pour faire entendre raison à l'employeur. Les professeurs protestent contre la lenteur des négociations en vue du renouvellement de leur convention collective. Ils sont sans contrat de travail depuis le mois de mai 2007. — La Presse canadienne

### Cathie Gauthier retrouve une certaine liberté

Saguenay — Cathie Gauthier pourra retrouver une certaine liberté au cours des prochaines semaines, ainsi qu'en a décidé le juge Richard Grenier de la Cour supérieure, hier après-midi, au Palais de justice de Saguenay. Cathie Gauthier est accusée des meurtres prémédités de ses trois enfants et d'avoir aidé son conjoint à s'enlever la vie dans un pacte de suicide, le 1<sup>er</sup> janvier dernier. Elle devra rester dans une maison de thérapie pour femmes, qu'elle ne pourra quitter que pour recevoir des soins psychiatriques. Le juge Grenier a indiqué que seules les procédures ultérieures détermineront la responsabilité de Cathie Gauthier. Il a estimé qu'elle n'est pas dangereuse pour la société et qu'il n'y a pas de risque qu'elle s'enlève la vie. Pour lui, le droit à la présomption d'innocence a primé l'opinion qu'aurait pu avoir le public s'il l'avait laissée en prison. — La Presse canadienne

### Adolescent coupable de meurtre

L'adolescent de 15 ans qui a assassiné Francesca St-Pierre, en août 2007 a plaidé coupable, hier, à une accusation réduite de meurtre non prémédité, devant le Tribunal de la jeunesse, à Montréal. L'adolescent, aujourd'hui âgé de 16 ans, a admis au juge qu'il voulait se débarrasser de Jessica St-Pierre, qu'il s'en «foutait» et que c'était son intention de la tuer. Le juge James Brunton a entériné sur-le-champ le changement de plaidoyer de l'adolescent. Francesca St-Pierre, 14 ans, a été tuée à coups de roche et abandonnée dans un fossé en bordure d'une piste cyclable. — La Presse canadienne

Téléphone : 514 985-3322  
Télécopieur : 514 985-3340

## LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

## AVIS DE DÉCÈS

I · N · D · E · X  
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL  
100 • 150 Achat-vente-échange  
160 • 199 Location
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL  
200 • 250 Achat-vente-échange  
251 • 299 Location
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES  
ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

## LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI  
DE 8H30 À 17H00Pour placer, modifier ou annuler votre  
annonce, téléphonez avant 14 h 30  
pour l'édition du lendemain.

Téléphone : 514-985-3322

Télécopieur : 514-985-3340

petitesannonces@ledevoir.com

Conditions de paiement : cartes de crédit



## 530

## COURS

ATELIER D'ÉCRITURE À MTL  
Avec l'auteure Sylvie Massicotte  
www.sylvie.massicotte.qc.ca  
Info / inscriptions : 450 247-0489

## 542

## MASSOTHÉRAPIE

EXCELLENTS massages  
Réajuste, soin du corps.  
7591 St-Michel 514 593-7775SERVICE PERSONNEL  
MAINS MAGIQUES. Meilleur  
massage. 450 321-0084

## AVIS

## À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre  
connaissance de votre annonce et  
nous signaler immédiatement toute  
anomalie qui s'y serait glissée.LE DEVOIR ne sera pas responsable  
des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

## 160

APPARTEMENTS ET  
LOGEMENTS À LOUEROUTREMONT - 6 1/2 rue Bernard  
Grand ensoleillé. 2 c.c. chauffé.  
A/c. 5 électros. Libre mai-juin.  
1600\$m 514 278-3146

## OUTREMONT

210 Côte Ste-Catherine pr. Laurier.  
Haut duplex. 4 c.c. 2 s. de b.  
Électros. Garage. Libre  
\$2200 chauffé. 514 279-0729

## OUTREMONT, Bernard/Wiseman

1365 Bernard. Gr et beau 4 1/2.  
luminieux 850\$ chauffé, équipé.  
Près de Stan. Juin. 514 271-4168

## PLATEAU rue Chabot face parc

Grand 3 s. frais peint. 2<sup>e</sup>. P. bis.  
Non-fumeur. Tranquille.  
Entrée lav.-sech. 735\$m  
514 522-3761 514 523-6240

## 170

HORS FRONTIÈRES EUROPE  
À LOUERÀ PARIS - Marais 400 euros/sem  
Provence - Toulon 400 euros/  
xyzapi@yahoo.fr

## PARIS VII - XV

Champ-de-Mars  
Site exceptionnel - 2 1/2 renové 08  
Tr équipé, très ensoleillé. Sur jardin  
Sem/mois 514 272-1803

## 307

## LIVRES ET DISQUES

"Librairie Bonheur d'Occasion"  
achète à domicile livres de qualité  
en tout genre. 514 914-2142  
4487 de la Roche/Mt-Royal

## 309

## COLLECTIONS

TIMBRES ACHETE  
Collection ou Accumulation.  
514 626-2850 450 965-8036L'ENGAGEMENT À LONG TERME  
VOUS FAIT PEUR?Soyez fidèle d'accord! La Société  
pour la Prévention contre la Cruauté  
 envers les Animaux (SPCA) recherche  
des familles d'accueil pour héberger  
à court terme chiens, chats, lapins  
et autres animaux sympathiques  
jusqu'à ce qu'ils puissent être placés  
pour l'adoption. Le service de soins  
vétérinaires est disponible en échangeIL FAUT UNE ACTION,  
UNE ACTION MUSCLÉE!Dystrophie  
musculaire Canada  
une action musclée  
1.800.567.2236  
www.muscle.ca  
tous les jours

Pour publication  
section décès

necrologie@lememorial.com  
2190, rue Mont-Royal Est  
Montréal (Québec) H2H 1K3  
(514) 525-1149  
Télécopieur : (514) 525-7999  
www.lememorial.com

Le mémorial  
Tous les jours de 10 h 30 à 18 h 30

Alternatives

dystrophie musculaire, il faut  
beaucoup plus  
que des mots...

CONSTRUIRE  
ENSEMBLE  
un monde différent

Pour nous appuyer :  
www.alternatives.ca • 514.982.6606

## ACTUALITÉS

## Laval veut ramener le trolleybus

Les premiers véhicules pourraient commencer à circuler en 2010

Alors que le maire Gérald Tremblay rêve de voir des tramways rouler dans les rues de Montréal, son collègue de Laval, Gilles Vaillancourt, a plutôt opté pour les trolleybus. Ceux-ci sont moins coûteux et plus aisés à implanter que les tramways, a-t-il fait valoir hier.

JEANNE CORRIVEAU

Alors qu'ils avaient disparu du paysage québécois dans les années 60, les trolleybus préparent leur retour. La Ville de Laval a annoncé hier la réalisation d'une étude de faisabilité en collaboration avec le ministère des Transports du Québec (MTQ) et Hydro-Québec afin d'implanter un réseau de trolleybus sur le territoire lavallois. Les premiers véhicules devraient commencer à rouler d'ici la fin de 2010, espère le maire Gilles Vaillancourt.

À l'instar des autobus, les trolleybus roulent sur des pneus, mais ils sont beaucoup plus écologiques et silencieux que leurs cousins puisqu'ils sont propulsés à l'électricité et n'émettent pas de gaz à effet de serre (GES). À l'heure actuelle, ils sont utilisés dans 340 villes du monde et, au Canada, on en retrouve à Toronto et à Vancouver. À Montréal, le réseau de trolleybus a été démantelé en 1966.

Le maire Vaillancourt, qui avait déjà évoqué l'idée de doter Laval d'un réseau de tramway, a finalement préféré le trolleybus qui coûte entre six à sept fois moins cher à implanter que le tramway. S'il ne renonce pas au tramway, il croit que ce mode de transport sera mieux indiqué dans un avenir plus éloigné, lorsque la densité de popu-

lation sera plus importante.

Au cours des prochains mois, la Société de transport de Laval (STL) réalisera une étude de faisabilité en prévision de l'implantation éventuelle de quatre circuits de trolleybus sur les boulevards des Laurentides, Notre-Dame, de la Concorde et Curé-Labelle. L'étude permettra d'évaluer le coût du projet et d'examiner le type de véhicules à préconiser — articulés ou non —, les infrastructures et le type d'aménagement qui seront

nécessaires. Le coût de l'étude est estimé à 600 000 \$. Le MTQ et Hydro-Québec verseront tous deux une somme de 250 000 \$ alors que la STL assumera la différence.

Présent pour l'annonce hier, le président et chef de direction d'Hydro-Québec, Thierry Vandal, a expliqué hier que la société d'État souhaitait électrifier les réseaux de transport terrestre au Québec. Hydro-Québec entend d'ailleurs assumer tous les coûts liés aux infrastructures électriques du réseau de trolleybus de Laval, notamment les lignes aériennes, ou caténaires, auxquelles seront branchés les trolleybus. Il s'agit d'un investissement de plusieurs dizaines de millions de dollars, a-t-il dit: «Notre souhait, c'est que l'initiative de Laval s'étende à plusieurs autres sociétés de transport collectif au Québec. L'électrification du transport collectif doit se



SOURCE STL

poursuivre si on veut réduire les GES au Québec.»

À l'achat, les trolleybus coûtent plus cher que les autobus traditionnels — entre 40 et 50 % de plus —, mais leur durée de vie atteint en moyenne 20 ans au lieu de 16, soutient la STL.

Laval sera la première ville au Québec à ramener le trolleybus dans le paysage québécois, s'est targué le maire Vaillancourt. «Je suis convaincu que plusieurs sociétés de transport parmi les neuf grandes villes du Québec vont s'intéresser à l'étude que nous faisons et vont la suivre de très près. Ils auront le bénéfice

d'être deuxièmes», a-t-il indiqué. Quant à la décision de Montréal de préférer le tramway, il a indiqué que cette solution était peut-être mieux adaptée au caractère urbain de la métropole.

Steven Guilbeault, d'Équiterre, a salué l'initiative de Laval et souhaite que d'autres villes québécoises l'imitent: «C'est une aberration que, dans un pays comme le Québec, où l'on produit une électricité qui est relativement propre, on continue d'utiliser le diesel dans les transports en commun.»

Le Devoir

## Tremblay promet de mieux encadrer les casseurs

Dix-sept manifestants ont comparu devant la cour hier, à la suite des affrontements de dimanche

BRIAN MYLES

Citoyens opposés à la brutalité policière un jour; citoyens emmêlés dans les arcanes du système judiciaire le lendemain. Dix-sept personnes ont comparu hier en cour pour des accusations variées allant de méfait à voies de fait contre des policiers à la suite de la manifestation houleuse de dimanche. Elles ont toutes été relâchées sous condition en attente de leur procès.

Les débordements survenus lors de la manifestation annuelle du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) — 221 arrestations au total et 200 000 \$ de dommages — ont forcé le maire de Montréal, Gérald Tremblay, à sortir de sa réserve, hier.

Le maire a condamné les actes de vandalisme et il a annoncé son intention de mieux encadrer la marche du groupuscule qui, bon an mal an, vire à la casse dans les rues du centre-ville.

S'il n'en tient qu'au maire Tremblay, les manifestants devront déterminer à l'avance un trajet et le respecter, afin que les policiers puissent mieux suivre leur progression et éviter les courses folles comme celles qui se sont produites dimanche.

Par contre, le maire n'a pas du tout l'intention d'interdire la manifestation du COBP. «On ne veut pas interdire le droit de manifester et on ne veut pas interdire non plus la liberté d'expression», a-t-il précisé, tout en rappelant que quelque 1700 manifestations annuelles à Montréal se déroulent «généralement dans un calme respectueux de l'environnement».

Le bilan de l'opération semble démontrer que le Service de police de Montréal (SPVM) a tiré

des leçons des interventions passées. La police avait l'habitude de procéder à des arrestations massives lors de telles manifestations, sans égard à leurs gestes. Cette pratique a été invalidée par les tribunaux et même condamnée par le Haut-Commissariat des droits de l'homme de l'ONU.

Dimanche, le SPVM a dressé des constats d'infraction aux règlements municipaux, sur place, pour 189 personnes qui ont été aussitôt relâchées. Quinze personnes ont été arrêtées pour des infractions au Code criminel par voie de sommation, c'est-à-dire qu'elles ont pu garder leur liberté en échange d'une promesse de comparaître à date fixe. Seulement 17 personnes ont donc passé une nuit derrière les verrous avant de comparaître hier.

Un porte-parole du SPVM, Ian Lafrenière, a dit regretter que la manifestation ait mal tourné. Deux policiers ont subi de légères blessures, plusieurs voitures et environ 25 commerces ont été vandalisés. «C'est rendu un festival annuel, une fête où les militants se réunissent pour "varger" sur la police. Il y a ce noyau dur qui veut provoquer la confrontation pour prouver qu'on est brutal», a résumé M. Lafrenière.

Le COBP s'est dit «scandalisé» par le comportement des policiers. Le groupe s'est dissocié des gestes de grabuge, comme chaque année. «De nombreuses initiatives ont été prises tout au long de la manifestation pour prévenir les actes de vandalisme et lancer des appels au calme», affirme le communiqué du COBP.

Le Devoir

Avec La Presse canadienne

## Loto-Québec rénovera le Casino de Montréal au coût de 100 millions

KATHLEEN LÉVESQUE

Après avoir jonglé avec l'idée d'agrandir ou de déménager le Casino de Montréal, Loto-Québec doit se rabattre sur un projet de rénovation.

Quatre ans après avoir enterré le virage récréotouristique que représentait le projet de 1,18 milliard du Bassin Peel, Loto-Québec vient de soumettre pour approbation au gouvernement du Québec un projet de restauration des installations de l'île Notre-Dame d'au moins 100 millions.

Le président des opérations de la Société des casinos, Claude Poisson, estime que «cet établissement [...] a besoin qu'on lui donne un second souffle». C'est ce que M. Poisson a souligné hier dans une allocution faite devant le Cercle canadien.

«Les lieux actuels nécessitent des améliorations pour maintenir leur qualité et pour que le Casino puisse mieux répondre aux besoins et aux attentes de la clientèle», a-t-il précisé sans toutefois donner de détail sur le projet. Tout au plus a-t-il précisé que les changements toucheraient notamment les systèmes mécaniques du bâtiment et les aires de jeu. Il a toutefois donné l'assurance que l'offre



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Claude Poisson, président des opérations de la Société des casinos

de jeu demeurerait inchangée.

La Société des casinos collabore par ailleurs avec une autre filiale de Loto-Québec, Ingénio, pour développer et offrir de nouveaux jeux à la clientèle. Il s'agit notamment de tables de jeux électroniques.

En 2005, le p.-d. g. de Loto-Québec, Alain Cousineau, faisait la promotion du déménagement du Casino de Montréal aux abords du quartier Pointe-Saint-Charles et soutenait qu'il ne pouvait y avoir de solution de rechange. M. Cousineau refusait également d'envisager un agrandissement de l'édifice actuel. Quant à une rénovation, cela nécessiterait au bas mot un investissement de 80 millions, arguait-il.

Le projet du Bassin Peel a été largement critiqué, et le principal partenaire, le Cirque du Soleil, s'est retiré de l'aventure. «Le statu quo aura un coût appréciable sur les bénéfices nets du Casino de Montréal, donc sur les dividendes versés au gouvernement», prévenait alors M. Cousineau.

Par ailleurs, le salon de jeu de Mont-Tremblant transformé en projet de casino, doit ouvrir ses portes le 24 juin prochain. Quant aux deux autres salons de jeu qui cohabitent avec un hippodrome (Québec et Trois-Rivières), aucune réflexion n'aurait cours actuellement pour en faire à terme des casinos, a dit Claude Poisson.

Le Devoir

## EN BREF

## Entente de principe

La Ville de Montréal a conclu une entente de principe avec le Syndicat des professionnels municipaux pour le renouvellement de leur convention collective. Cette entente respecte le cadre financier imposé par l'administration du maire Gérald Tremblay, a-t-on fait valoir à la Ville hier. Elle prévoit un gel des salaires pour 2007 et des augmentations de 2 % pour 2008, 2009 et 2010. Le syndicat des professionnels compte 1200 membres répartis dans tous les services municipaux et dans les arrondissements. L'an dernier, la Ville avait réussi à s'entendre avec le syndicat des 10 000 cols blancs et avec celui des 2500 ingénieurs et scientifiques qu'elle emploie, mais d'autres dossiers ne sont toujours pas réglés, notamment ceux des cols bleus, des pompiers et des policiers.

— Le Devoir

Université d'Ottawa



## Félicitations à Paul Corkum

Récipiendaire 2009 de la Médaille d'or Gerhard-Herzberg

Une des plus hautes distinctions scientifiques au Canada

Paul Corkum est le troisième chercheur de l'Université d'Ottawa à recevoir cette distinction en dix ans.



uOttawa

L'Université canadienne  
Canada's university

## L'excellence en recherche, ça part d'ici.

Paul Corkum et son équipe de chercheurs du CNRC ont utilisé les impulsions de lumière laser les plus rapides au monde pour saisir la toute première image d'un électron, l'une des plus petites particules de matière dans l'univers. Cette manipulation des électrons pourrait amener des percées dans des domaines de toutes sortes, de l'informatique au génie en passant par la médecine. Les fruits de la recherche à l'Université d'Ottawa profitent à l'ensemble des Canadiens et soulignent notre force d'innovation à l'échelle internationale.

Pour en savoir plus : [www.recherche.uOttawa.ca](http://www.recherche.uOttawa.ca)

LIMA MACHU PICCHU LA PAZ SANTA CRUZ BRAZILIA RIO DE JANEIRO

La course reprend!  
PREMIÈRE  
CE SOIR 20 H TV5

## ÉDITORIAL

## BUDGET 2009-2010

## Rouge pour longtemps

C'est jeudi que Mme Monique Jérôme-Forget présentera le premier budget de crise de la décennie pour le Québec. Par-delà les mesures qui seront annoncées pour faire face à la récession, il y a cette évidence brutale que le Québec s'engage dans une spirale ascendante de déficits toujours plus extravagants, impossible à briser avant plusieurs années.

Il out indique que le budget du Québec 2009-2010 prévoira un déficit d'au moins trois à cinq milliards. La somme est non seulement colossale, mais elle n'inclut même pas les dépenses des programmes d'infrastructures qui sont comptabilisées par tranches annuelles tout au long de la durée de vie utile des ouvrages. C'est donc dire que, pour l'essentiel, le déficit sera le résultat pur et simple de l'excédent des dépenses courantes sur les revenus du gouvernement, ce que l'on nomme communément «dépenses d'épicerie».

Depuis la fin des années 90, la loi interdit au gouvernement du Québec de s'endetter pour payer l'épicerie, et l'oblige à revenir à l'équilibre en cinq ans dans l'éventualité d'un ralentissement économique. Or, compte tenu de la tempête qui frappe la planète, il est évident que le Québec devra inscrire un important déficit budgétaire cette année, à moins de sabrer les programmes, y compris les plus essentiels. Pour le moment, il n'y a qu'une poignée d'idéologues de droite pour réclamer un tel carnage en prenant pour exemple le cas des entreprises qui font face à une baisse de la demande pour leurs produits, ce qui n'a rien à voir.

Si les finances publiques sont toujours aussi difficiles à gérer en temps de crise pour un gouvernement quelle que soit son idéologie, c'est que les revenus sont en chute libre alors que les dépenses continuent d'augmenter. Et contrairement à ce que prévoit la Loi antidéficit adoptée sous Lucien Bouchard, cette réalité se poursuit toujours pendant plusieurs années après la fin statistique d'une récession qui dure rarement plus de douze à dix-huit mois.

Ainsi, de 9,3 % qu'il était avant la récession de 1990, le taux de chômage a grimpé continuellement pour dépasser 13 % en 1993 avant de redescendre lentement par la suite. Il a donc fallu dix ans pour retrouver le même niveau qu'en 1989.

Pendant tout ce temps, les gouvernements ont dû composer avec des revenus insuffisants pour seulement respecter leurs obligations courantes, et ils ont négligé d'entretenir et de renouveler les infrastructures. De 1,8 milliard prévu lors de la présentation du premier budget de crise en 1990-1991, le déficit a grimpé jusqu'à 5,8 milliards à la fin de l'exercice 1994-1995 malgré une kyrielle d'augmentations de taxes et de tarifs, malgré aussi une multitude de compressions. Ce n'est qu'en 1996 que l'on a commencé à parler de budget équilibré, condition essentielle pour préparer l'arrivée du prochain cycle récessionniste. Heureusement pour nous, cette dernière période de croissance a duré 17 ans contrairement à celle qui avait précédé la récession de 1900 qui n'avait duré que neuf ans.

Ce bref retour dans le temps nous rappelle qu'en temps de crise, les gouvernements sont forcés d'emprunter massivement, et ce, même pour payer l'épicerie. Ce n'est pas par parti pris idéologique, ni par insouciance à l'égard des générations futures. Cela tient à l'obligation qui leur est faite de maintenir une qualité minimale d'infrastructures et de services sans laquelle l'avenir de tous est menacé, surtout celui des jeunes.

Dans le budget qu'elle présentera jeudi, la ministre des Finances sera jugée moins par l'ampleur du déficit prévue que par les moyens qu'elle entend prendre pour rétablir l'équilibre à moyen terme, par l'originalité et l'efficacité des mesures envisagées pour combattre la récession tout en protégeant la qualité des services essentiels. Mais si d'aventure le gouvernement promet de ramener le déficit à zéro d'ici à la fin de son mandat, il ne faudra pas le croire!

j-rsansfacon@ledevoir.ca

## ÉTHIQUE CLINIQUE

## Qualité de vie

Ce devait être le jour le plus heureux de leur vie. Ce fut plutôt le début d'un long cauchemar qui les force aujourd'hui à sauter dans l'arène judiciaire.

En novembre 2007, l'arrivée dans le monde de la petite Phébé signait le début d'une pénible saga pour les parents. Lourdemment handicapé par un manque d'oxygène, le bébé portait dès sa naissance un pronostic peu rassurant: possiblement inconscient, peut-être sourd, potentiellement aveugle, impossible à alimenter.

Passés du Centre hospitalier de LaSalle, où avait eu lieu l'accouchement, à l'Hôpital de Montréal pour enfants, les parents de la petite Phébé ont pris la décision la plus grave: au nom de la qualité de la vie, ne pas s'acharner sur ce bébé espéré. Lui permettre de partir pour éviter de souffrir.

L'équipe médicale retira d'abord l'aide respiratoire. Mais en vain. On suggéra ensuite de cesser l'alimentation artificielle, respectant une fois de plus le vœu des parents. Mais cette dernière décision fut annulée par le comité d'éthique de l'Hôpital de Montréal pour enfants.

Arguant que l'on a bafoué leur avis, les parents poursuivent aujourd'hui les deux hôpitaux pour la somme de 3,5 millions de dollars. Ils soutiennent que les médecins traitants de leur fille n'ont pas été sondés par le comité.

Que l'hôpital a présenté cette option comme définitive, les invitant à s'adresser aux tribunaux si elle ne leur convenait pas. Triste fable.

«J'aimerais leur dire de venir passer une semaine chez nous», a invoqué la mère la semaine dernière en conférence de presse. Ce cri du cœur est pesant: on peut sans mal associer le quotidien de cette famille à un douloureux tourment. D'où cette interrogation: dans le délicat combat éthique qui se joue autour du maintien de la vie, la qualité de l'existence — de l'enfant, mais aussi des parents — est-elle suffisamment prise en compte?

La quête juridique des parents de Phébé pose d'autres questions... vitales: pourquoi la décision des parents a-t-elle été annulée? Pourquoi l'hôpital, s'il voulait aller contre la volonté parentale, n'a-t-il pas fait appel à la cour? L'avis des médecins de Phébé a-t-il été soupesé?

Même s'il n'est pas encadré juridiquement, le comité d'éthique d'un établissement de santé n'est pas omnipotent. Il ne peut pas faire fi du consentement des parents ou de l'usager. Il doit en outre souvent opposer l'un à l'autre le maintien et la qualité de la vie. Périlleux défi!

Au Québec, l'éthique en matière de recherche bénéficie d'un cadre réglementaire qui empêche les excès. Mais l'éthique clinique, privée de tout encadrement, souffre d'un flou artistique qui permet les égarements et les récits d'une tristesse infinie.

machouinqrda@ledevoir.com

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND

## MANIF À MONTRÉAL...



## L E T T R E S

## Une suggestion...

Une suggestion au Collectif contre la brutalité policière, pour la 14e manifestation, le 15 mars 2010. Après 13 ans de brutalité sociale pour contrer la brutalité policière, serait-il possible que la 14e manifestation de votre organisme soit une illustration de ce qu'est une société qui vit sans brutalité ni sociale ni policière. Par exemple, organiser un colloque de deux jours avec visibilité télévisuelle pour faire la promotion d'une société heureuse qui vive en paix. Il me semble que toutes les images de violences sociales de la planète ne sont pas un idéal à reproduire, mais plutôt à éviter.

Dans mon esprit, la brutalité policière est une réaction à une brutalité sociale et non pas une action qui entraîne une réaction de brutalité sociale. À votre endroit, je reconnais que les causes qui conduisent à la brutalité sociale sont loin d'être prises sérieusement en considération par l'organisation politique et économique à tous les niveaux de gérance de notre société. Mais est-il nécessaire d'imiter ceux et celles qui ne prennent pas leurs responsabilités?

J'aimerais que votre organisation fasse une conférence de presse pour témoigner de votre analyse et des suites de cette 13e manifestation.

Jean-Paul Jacques  
Montréal, le 16 mars 2009

## Pourquoi ne pas avoir écouté la BDC?

La comparution en commission parlementaire de la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, sur la Caisse de dépôt et placement révèle un constat très alarmant pour celui qui souhaitait un éclairage nouveau sur ce qui s'est passé à la Caisse pour occasionner des pertes colossales. À plusieurs reprises, la ministre a contourné les questions de l'opposition officielle ou elle a simplement dit qu'il fallait demander les réponses aux dirigeants

de la Caisse. Pas une once de remords et à peine un minimum de compassion pour les milliards qui ont disparu en fumée!

Lors de cette comparution, l'opposition a révélé l'existence d'un document émanant de la Banque du Canada datant de 2005 qui mettait en garde les gouvernements contre les fameux PCAA. L'avertissement stipulait que cette forme d'investissement représentait un bien mauvais véhicule de placement, car le risque était jugé très élevé. La ministre Jérôme-Forget n'a pas été capable de répondre au sujet de ce document éclairant sur les PCAA, pas plus qu'elle n'a voulu admettre une quelconque responsabilité sur la crise à la Caisse. Bref, pas très honorant n'est-ce pas pour une ministre titulaire.

La découverte de cette mise en garde de la Banque du Canada au sujet des PCAA et le mutisme de Monique Jérôme-Forget sur plusieurs questions n'aident en rien la crédibilité du gouvernement de Jean Charest dans ce dossier. Peut-être que si le gouvernement avait été plus à son affaire, nous n'aurions pas aujourd'hui pour plus de 12 milliards de dollars de PCAA sur les bras. Quel était le slogan de monsieur Charest déjà? L'économie, oui d'abord! Belle ironie!

Jean-Guy Gagné  
Rimouski, le 14 mars 2009

## Un comportement odieux

Il est odieux de constater que la reconnaissance de l'ADQ à l'Assemblée nationale n'est pas encore chose faite. Pourtant, tant le Parti québécois que le Parti libéral s'étaient engagés durant la campagne électorale à reconnaître les adéquistes. Mais quand vient le temps de passer de la parole aux actes, on reconnaît bien les deux vieux partis et leur comportement odieux!

Reconnaître l'ADQ au Parlement est une question de respect envers les électeurs, mais aussi une question de démocratie. L'ADQ est le parti qui a le premier attiré l'attention sur les pertes de la Cais-

se de dépôt: voilà certainement ce qui dérange au point de ne pas les reconnaître! Les vieux partis veulent l'écraser pour s'en débarrasser, car ils ne veulent plus que les adéquistes disent la vérité bien trop dure pour eux!

Steve Boucher  
Québec, le 13 mars 2009

## Le combat n'est pas fini

On utilise les agissements douteux de quelques dirigeants syndicaux pour discréditer le syndicalisme au grand complet. Les porte-parole du capitalisme débridés ont tôt fait de condamner l'action collective sous prétexte de quelques errements individuels.

Deux syndicalistes ont un comportement incorrect, et tous les syndicats sont à jeter. Tous les dirigeants de grandes entreprises sont rémunérés plusieurs dizaines de fois (sinon des centaines) plus que leurs employés. Les financiers et les investisseurs qui ont floué les petits épargnants se sauvent en emportant des centaines de milliers de dollars. Les constructeurs automobiles ont dirigé leurs entreprises en aveugles et les ont conduites à la faillite en n'ayant aucune préoccupation pour l'environnement. Comme punition, ils retirent des salaires exorbitants et feront renflouer leur business par les fonds publics. Les employés, eux, doivent accepter des gels de salaires et l'affaiblissement de leurs conditions de travail.

À confondre le général et le particulier, l'accidentel et le systématique, on se trompe de cible. Les politiques néolibérales sont délétères pour la société par définition. Les abus capitalistes sont systématiques et non pas accidentels. Pour ce qui est des comportements individuels, c'est une affaire d'éthique et de respect des lois. Et cela ne doit pas nous faire oublier que, si l'exploitation capitaliste est condamnable, le syndicalisme, lui, est nécessaire.

Francis Lagacé  
Montréal, le 16 mars 2009

## LIBRE OPINION

## Une affaire triste et sordide

LOUIS O'NEILL  
Professeur émérite, Université Laval.

Dom Helder Camara fut un grand pasteur dont l'œuvre chrétienne et sociale fait l'honneur de l'Église catholique brésilienne. Il a toujours appuyé la cause des plus défavorisés, encouragé le développement des communautés de base, mis son autorité au service de la théologie de la libération. Il a risqué sa vie en affrontant la dictature militaire qui, durant de nombreuses années, a pesé lourdement sur l'existence quotidienne du peuple brésilien. Il a exercé son droit et son devoir de parole avec discernement et fermeté.

Son successeur dans le diocèse de Recife est plutôt de petite peinture, semble-t-il. Voilà qu'il vient d'acquiescer de la célébrité en excommuniant la mère d'un enfant de neuf ans qui avait consenti à ce que l'on pratique un avortement sur sa fille, enceinte de jumeaux et victime depuis l'âge de six ans de violés répétés commis par un beau-père prédateur sexuel, lequel a avoué avoir

aussi agressé la sœur handicapée de la fillette, maintenant âgée de 14 ans. L'archevêque a de surcroît excommunié l'équipe médicale qui, confrontée à une situation aussi dramatique, a procédé à l'intervention visant à sauver la vie de la fillette. Mais il n'a pas excommunié le prédateur, car «le viol est moins grave que l'avortement», a expliqué le cardinal Giovanni Battista, préfet romain de la congrégation pour les évêques, venu à la rescousse de l'archevêque de Recife.

Cette morale qui pèse lourd sur les épaules des petites gens et témoigne de beaucoup d'indulgence envers les prédateurs n'est pas chrétienne. Surtout quand la victime est un enfant dont on a abusé depuis l'âge de six ans. Ici me vient en mémoire ce texte de l'Évangile: «Quiconque scandalise un seul de ces petits qui croient en moi, il serait dans son intérêt qu'on lui suspende une meule d'âne autour du cou et qu'on le précipite dans les profondeurs de la mer.» (Mt., 18,6).

J'imagine ce qu'aurait dit et fait Jésus en

pareille circonstance. On jette à ses pieds la mère et la fillette, mais le prédateur est dispensé de comparaître. «Où est-il, le salaud?», demande Jésus, ajoutant peut-être «qu'il serait dans son intérêt qu'on lui suspende une meule d'âne autour du cou et qu'on le précipite au fond de la mer». Il aurait ensuite béni la fillette et la mère, rappelant à ceux qui l'entourent qu'il ne faut pas mettre sur les épaules des autres des poids qu'on ne supporte pas soi-même. Ainsi, la triste et sordide affaire se serait conclue dans la discrétion et le silence, sous réserve de l'arrestation du prédateur.

«Malheur à l'homme par qui le scandale arrive» (Mt., 18,7). Or il y a eu scandale dans cette affaire. Il est le fait d'un évêque qui a fait passer la lettre avant l'esprit. Tout comme il y a eu scandale quand un évêque intégriste a mis en doute l'existence de la Shoah. Ou encore quand, il y a bien longtemps, des évêques stipendiés condamnerent Jeanne d'Arc au bûcher. Il arrive ainsi parfois que le scandale nous tombe dessus, venant d'en haut.

## IDÉES

Budget du Québec

## Ne touchez pas à la santé et aux services sociaux

ALEX G. POTTER

Président

LISE DENIS

Directrice générale

Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux

À quelques jours de la présentation du budget par le ministre des Finances, les 135 hôpitaux, centres de santé et de services sociaux et CHSLD publics du Québec rappellent que la conjoncture économique ne doit pas conduire à une diminution du budget accordé à la santé et aux services sociaux. Réduire ce budget aurait des impacts négatifs sur l'accessibilité aux soins et aux services pour la population.

La crise financière ne réduira pas les besoins des Québécois. Au contraire. Selon l'Organisation mondiale de la santé, la récession aurait des effets importants sur la santé des individus, notamment une augmentation des mauvaises habitudes de vie et des maladies mentales.

Depuis cinq ans, le gouvernement a consenti des efforts appréciables pour financer la santé et les services sociaux. La croissance des dépenses dans ces programmes répond d'abord à une logique de besoins. Par exemple, le vieillissement de la population et la multiplicité des maladies chroniques exercent une pression à la hausse sur la quantité de services et de soins à prodiguer et, donc, sur les dépenses des établissements.

À cela s'ajoutent l'augmentation des coûts des médicaments (+ 8 %), le rattrapage salarial accordé aux médecins (+ 11 %), les augmentations de salaire aux 240 000 employés du réseau (+ 2 %) et les hausses liées à l'indexation. Faire face à ces coûts nécessite une augmentation minimale de 1,14 milliard de dollars du budget de la santé et des services sociaux. Même si ce montant semble énorme, il permet seulement au réseau de maintenir au niveau actuel les services à la population.

## Davantage de soins à donner

Les membres de l'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux (AQESSS) sont conscients que la crise économique que nous traversons influera sur les revenus du gouvernement et, par conséquent, sur sa capacité de payer. Mais il y a des obligations auxquelles il faut faire face, notamment celle de permettre un meilleur accès à un médecin de famille.

En 2009-2010, le réseau de la santé et des services sociaux devra donner davantage de soins à domicile à près de 190 000 personnes en perte d'autonomie. Il faudra aussi ouvrir de nouvelles places d'hébergement pour libérer des lits dans les hôpitaux. Cela aidera à désengorger les urgences.

Pour donner suite aux engagements gouvernementaux, il faudra aussi intervenir auprès de milliers d'enfants, de jeunes et de familles en difficulté et venir en aide aux personnes souffrant de problèmes de dépendance à la drogue, à l'alcool ou au jeu. Nous devons offrir soutien et services aux personnes vivant avec des problèmes de santé mentale, de déficience intellectuelle ou de troubles du développement. Cela demandera des investissements supplémentaires.



La crise économique ne doit pas servir de prétexte pour réduire le financement en santé puisque la conjoncture mettra davantage de pression sur l'ensemble du réseau.

Pour alléger le poids de la santé et des services sociaux dans le budget, les administrateurs et les gestionnaires d'établissements proposent de doter le réseau de nouveaux leviers permettant d'améliorer la performance des établissements, de mieux utiliser les ressources ou d'offrir davantage de services.

La crise financière ne réduira pas les besoins des Québécois.

La création d'un fonds de soutien à l'amélioration de la performance stimulerait la réalisation de projets générant, à terme, des économies et dont les résultats pourraient être applicables dans plusieurs établissements. Ce fonds devra être administré de manière à rendre rapidement disponible le financement nécessaire pour lancer des projets.

Une autre façon de stimuler la performance et d'améliorer l'accès aux soins et la qualité des services serait de financer l'implantation du Dossier clinique informatisé (DCI) ou «dossier patient in-

formatisé» à même le Plan québécois d'infrastructures. Un tel programme permettrait de créer 8000 emplois dans le secteur des technologies de l'information. Le Québec pourrait d'ailleurs utiliser les fonds consacrés à ce type d'infrastructure dans le dernier budget fédéral.

Le gouvernement a fait de la santé sa priorité et a réitéré cet engagement lors de la dernière campagne électorale. La situation économique actuelle ne doit pas le détourner de ses objectifs de favoriser l'accès aux soins et aux services, notamment en réduisant les listes et les délais d'attente, surtout au moment où la population commence à en récolter les fruits. Il faut garder le cap.

L'AQESSS représente 135 établissements publics, soit l'ensemble des centres hospitaliers, centres hospitaliers universitaires (CHU), centres hospitaliers affiliés (CHA), centres affiliés universitaires (CAU), instituts, centres de santé et de services sociaux (CSSS) et CHSLD

## Dédé récupéré

NICOLE BÉLANGER,

Écrivaine, scénariste et ex-blonde de Dédé

À u milieu de l'énorme battage publicitaire et promotionnel fait autour du film *Dédé à travers les brumes*, il serait peut-être bon d'écouter la voix du principal intéressé. Pas la voix du Dédé tout propre, tout beau, plus socialement acceptable, plus sortable (comprendre exportable) que l'on nous présente dans le film. Pas la voix du Dédé dépouillé de son accent du Lac-Saint-Jean et qui lave plus blanc que l'on entend dans la bande originale, mais celles du vrai Dédé. Le Dédé brillant, énervé, énervant, rebelle et contestataire; celui qui parlait pour les pauvres, les pas beaux, les différents; le Dédé qui a existé dans la vie réelle, qui a planté un couteau dans son vrai cœur et qui est mort au bout de son vrai sang.

«Maudit que le monde est beau  
Dans les films de Jean-Claude Lauzon  
En Harley-Davidson  
Pas de casque, pas de tête, pas de pantalon

«Câlène qu'te monde est beau  
Dans notre dernier vidéoclip  
Hé que le monde est donc beau  
Avec sa chirurgie plastique.»

[...]

«Maudit que le monde est beau  
Quand y va chercher son oscar  
Maudit que le monde est beau  
Dans un décapotable de char»

(Maudit que le Monde est beau!, Les Colocs; paroles d'André Fortin)

Non, Dédé, il n'est pas beau le monde. Il est plus factice et plus menteur qu'au temps où tu l'as quitté. Il n'y a plus de sincérité ni d'humanité dans grand-chose. On ne respecte plus la mort ni le chagrin du deuil. On exploite et récupère sans scrupule tout ce qui peut rapporter pour nourrir d'insatiables monstres avec la complicité tranquille d'un public assoiffé d'émotions.

«Aujourd'hui, la télévision est v'nue nous voir  
Pour constater l'état du désespoir.  
Une coup'e de sans-abri à la veille de Noël  
Ça c'est un beau sujet pour le show des nouvelles»

[...]

«La caméra dans face, j'y faisais des grimaces  
Mais que c'est qui font là à filmer ma carcasse»

(Passe-moi la puck, Les Colocs; paroles d'André Fortin)

Je ne le sais pas, Dédé... Je peux seulement souhaiter que tu reposes en paix dans ton éternité et que tu n'entendes pas les marchands du temple quand ils viendront danser sur ta tombe en se partageant le butin.



RENÉ MATHIEU

Dédé Fortin au Festival d'été de Québec, en 1999.

## Où est passée la décence?

LUC GAGNÉ

Gatineau

D'un côté, l'ex-directeur général de la FTQ-Construction, Jocelyn Dupuis, qui fait des réclamations plus que douteuses pour un montant de 125 000 dollars en six mois et une indemnité de départ de 140 000 dollars avec l'aval de son conseil exécutif, d'un autre, on apprend que l'ancien président et chef de la direction de Domtar, Raymond Royer, aura droit à une pension annuelle à vie de 720 000 \$US. Pour ma part, je possède des actions de quelques entreprises, dont la Banque Royale.

Dans la dernière circulaire en prévision de l'assemblée annuelle, j'apprenais que les administrateurs du C.A. touchent de 200 000 à 300 000 dollars (ne vous inquiétez pas pour eux, ils sont aussi ou bien p.-d.g d'autres entreprises importantes ou administrateurs dans de nombreux C.A.) alors que le président de la Banque Royale, Gord Nixon, voyait sa rémunération diminuer de 18 %

passant de 8 767 229 \$ à 7 224 359 \$, sans compter les options d'achat d'actions, dont la valeur est difficile à évaluer. Je pourrais poursuivre avec de multiples autres exemples que je trouve indécents. Une étude récente du Centre canadien de politiques alternatives nous apprendit que le salaire moyen des 50 p.-d.g. les mieux payés est passé de 104 fois le salaire canadien moyen, en 1995, à 400 fois de nos jours.

## Pratiques incestueuses

Je vous invite à scruter les C.A. des grandes entreprises canadiennes inscrites à la Bourse. Vous y découvrirez des pratiques que je qualifierais d'incestueuses, c'est-à-dire un nombre somme toute assez limité d'administrateurs et de chefs de direction qui s'octroient mutuellement des rémunérations pharaoniques, des options d'achat d'actions, des unités d'actions différées, des indemnités de départ même si le départ est volontaire et d'autres compensations diverses dont des pensions à vie exorbitantes.

Généralement, lorsqu'une entreprise inscrite à la Bourse génère d'excellents profits, que des

dividendes sont versés aux actionnaires, que la valeur des actions est à la hausse, ces résultats sont attribués directement au bon travail de la direction et ces cadeaux passent comme des lettres à la poste. Par contre, quand ça va mal, généralement, toujours selon eux, ce n'est pas de leur faute. C'est en raison du contexte économique global.

On pourrait ainsi lire dans les circulaires des conneries indécentes du genre: le C.A. qui se demande pourquoi réduire la rémunération totale des hauts dirigeants puisque les économies potentielles ne seraient pas «significatives» par rapport aux besoins de liquidités de l'entreprise et que des baisses de salaires pourraient démotiver les cadres et nuire à leur «rétention».

Je vais vous le dire pourquoi réduire leur rémunération: c'est parce que les salaires exorbitants et les autres bonus en tous genres des dirigeants, non seulement dilapident l'avoir des actionnaires, mais deviennent carrément indécentes quand le rendement n'est justement pas là, quand les usines ferment, que les employés sont licenciés pas centaines.

## Industrie automobile

Prenez par exemple, les vautours de GM, Chrysler et Ford qui veulent maintenant profiter de la situation économique désastreuse pour vampiriser leurs employés syndiqués et siphonner des milliards de nos gouvernements alors qu'ils ont produit massivement au cours de la dernière décennie des VUS qui ont une piètre performance en matière de consommation d'essence et des voitures trop souvent mal conçues et mal construites par rapport aux véhicules japonais. Ils sont là à menacer les syndicats et les gouvernements de fermer des usines et de faire disparaître des emplois s'ils n'obtiennent pas plusieurs milliards de dollars alors qu'ils ont totalement manqué de vision stratégique. C'est leur faute.

On apprend que Rick Wagoner, le grand patron de General Motors, a empoché 15,7 millions \$US en 2007. Moins de deux ans plus tard, GM est menacée de s'écrouler. Il y a de quoi se poser de sérieuses questions sur la gouvernance de plusieurs entreprises et sur les politiciens qui s'approprient à verser des milliards aux constructeurs automobiles.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francœur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre), information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), information culturelle : Michel Belair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (titres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre), information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Diane Precourt (responsable des pages thématiques), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), Michel Garneau (caricaturiste), Michèle Malesfant et Christine Dumazet (correctrices), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folle-Boivin et Vincent Cauchy (commis Internet), Annelie Gaudreault (secrétaire à la rédaction), Jean-Jacques Coulombe et Etienne Flamondon-Emond (commis à la rédaction), DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Speciel (Québec), Monique Bherer (Ottawa), PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bosse, Manon Bolland, Marlène Côté, Richard Doungama, Amélie Maltais, Claire Paquet, Elyssa Portier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebaf (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires), PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beauvieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

# ACTUALITÉS

## OUELLET

SUITE DE LA PAGE 1

a expliqué Isabelle Thérberge, directrice des communications au Diocèse de Québec.

M<sup>re</sup> Ouellet a salué «avec encouragement et gratitude» l'intervention de M<sup>re</sup> Fischella et a invité «toutes les personnes de bonne volonté» à prendre connaissance de sa déclaration «pour mieux comprendre l'attitude pastorale de l'Église». Dans sa tribune publiée dimanche, cet archevêque et président de l'Académie pontificale pour la vie écrivait que «Carmen [nom fictif] devait être d'abord défendue, embrassée et caressée avec douceur pour lui faire sentir que nous étions tous avec elle. [...] Avant de penser à l'excommunication, il était nécessaire et urgent de sauvegarder la vie innocente [de la fillette] et de la reporter à un niveau d'humanité dont nous, hommes d'Église, devrions être les experts et maîtres».

Dans un autre ordre d'idée, M<sup>re</sup> Ouellet a également salué dans sa missive le courage et l'humilité du pape Benoît XVI qui vient d'adresser une lettre à tous les évêques du monde pour clarifier les circonstances et la portée de la levée de l'excommunication des quatre évêques ordonnés il y a vingt ans par M<sup>re</sup> Marcel Lefebvre sans l'autorisation du Saint-Siège. Malgré le fait qu'il reconnaît ses erreurs, le Saint-Père y maintenait le bien-fondé de son initiative.

### Ce que dit le droit canon

Le droit canon est sans équivoque: Qui procure un avortement, si l'effet s'en suit, encourt l'excommunication latae sententiae. Or, le paragraphe premier de l'article 1324 stipule que «d'auteur d'une violation n'est pas exempt de peine, mais la peine prévue par la loi ou le précepte doit être tempérée, ou encore une pénitence doit lui être substituée, si le délit a été accompli par qui a agi forcé par une crainte grave, même si elle ne l'est que relativement, ou bien poussé par le besoin ou pour éviter un grave inconvénient, si le délit est intrinsèquement mauvais ou s'il porte préjudice aux âmes» (alinéa 5).

Et le paragraphe 3 d'affirmer clairement que, dans les circonstances dont il s'agit au paragraphe 1, «le coupable n'est pas frappé par une peine latae sententiae». «Dans sa missive, Mgr Ouellet a voulu réaffirmer le rôle premier de l'Église qui est d'accueillir la personne dans la souffrance et non pas d'appliquer la loi à tout prix», a souligné Isabelle Thérberge, directrice des communications au Diocèse de Québec.

### L'abbé Gravel applaudit le cardinal

Cette intention a trouvé écho chez l'abbé Raymond Gravel qui s'est réjoui d'être «pour l'une des rares fois» au diapason avec le cardinal Ouellet. Le prêtre de l'Évêché de Joliette et ancien député du Bloc québécois a vu un certain courage dans son geste. «C'est un cardinal, alors il est pris dans la hiérarchie de l'Église, et il est difficile pour lui de s'opposer clairement. Mais il fait certainement un pas en avant en invitant tout le monde à lire la déclaration de Rino Fischella», a-t-il dit.

Selon l'abbé Gravel, reconnu pour être assez critique envers l'Église, l'excommunication est un principe dépassé. «On n'est pas à l'ère des excommunications, mais plutôt à l'ère de l'inclusion et de l'acceptation des autres. L'Église a bien plus besoin de porter un message d'espérance. Il faudrait vraiment abandonner ce principe», a-t-il insisté.

La semaine dernière, d'autres voix dissidentes, notamment de hauts prélats français et du Vatican, s'étaient élevées pour exprimer leur incompréhension à l'égard de cette décision prise par l'archevêque de Recife au Brésil. Celui-ci a même été désavoué par la Conférence nationale des évêques du Brésil.

Au Diocèse de Montréal, on assure que le cardinal Turcotte n'est pas indifférent à toute cette polémique. Ayant pris connaissance de la lettre de M<sup>re</sup> Ouellet, il lui aurait donné tout son accord. Il devrait réagir demain dans une lettre hebdomadaire qu'il envoie par courriel tous les mercredis.

Le Devoir

## FROMAGES

SUITE DE LA PAGE 1

Ces fromages côtoient les nôtres dans les comptoirs, mais personne ne semble vouloir en prendre la responsabilité.

Dimanche dernier, Radio-Canada a dévoilé en effet les résultats d'analyses en laboratoire menées sur huit fromages au lait cru importés d'Europe (France, Belgique et Pays-Bas). Cinq se sont révélés hors norme en raison de la présence trop élevée de *Staphylococcus aureus*, de *Listeria monocytogenes* et d'*E. coli* O157:H7, des pathogènes du lait dont la présence dans les produits de consommation est sévèrement contrôlée au pays.

Or, tout en se disant «très surpris» et «inquiété» à la suite de cette découverte, le ministère provincial a rappelé hier qu'il était impuissant devant ces cas de contamination, l'inspection des fromages importés étant une responsabilité du gouvernement fédéral et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), a indiqué Pierrette Cardinal, du service d'inspection des aliments du MAPAQ.

Toutefois, en vertu du partage des compétences, les autorités sanitaires provinciales ont la possibilité de contrôler l'état bactériologique d'un fromage importé, chez les détaillants, le maillon de la chaîne alimentaire le plus proche du consommateur, mais elles ont décidé depuis quelques années de ne plus le faire de manière systématique.

Selon nos informations, Québec a retiré en effet l'inspection de fromages importés à ces endroits de sa liste des priorités afin de se concentrer sur d'autres aliments que le MAPAQ juge plus problématiques. En 2008-2009, les services de traiteur, les pâtisseries à base de crème, le poulet désossé ou encore les sushis étaient au cœur du «programme analytique annuel», comme on l'appelle dans le milieu, qui dicte les grandes orientations en matière d'inspection.

Le ministère précise toutefois que les fromages peuvent faire l'objet d'analyses microbiologiques ciblées, par exemple dans le cas d'une plainte d'un consommateur ou encore «si l'inspecteur a un doute, au moment d'une visite, sur la conservation du produit», précise le MAPAQ.

Au Service d'inspection des aliments de la Ville de Montréal, qui, en vertu d'une entente avec Québec, se substitue aux inspecteurs du MAPAQ sur l'île, le cadre de surveillance est similaire. Les fromages importés chez les détaillants ne sont pas l'ob-

jet d'une attention particulière, a expliqué hier au Devoir Françoise Desroches, porte-parole de cette division. «Il y a beaucoup de choses à inspecter, dit-elle. Il a fallu faire des choix. Les fromages importés ont été retirés parce que l'ACIA s'en occupe déjà» et qu'il serait, du coup, contre-productif de contrôler un même produit deux fois.

### 360 examens par an au Canada

Or, placée une fois de plus sur la sellette, l'Agence a admis effectuer à peine 360 examens microbiologiques par année sur les centaines de milliers de meules de fromage débarquant au pays, principalement de la France, de l'Italie, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Suisse ou de l'Allemagne, et ce, pour être vendues sur l'ensemble du territoire canadien, d'Halifax à Vancouver. «360 analyses, c'est le nombre que je fais en une année seulement dans ma fromagerie», a ironisé hier Louis Arsenault. «Ça ne tient pas la route», ajoute-t-il en évoquant l'acharnement des inspecteurs du MAPAQ sur les petits producteurs québécois de fromages fins.

Hier, le ministère de l'Agriculture a indiqué qu'il travaillait activement et conjointement avec l'Agence fédérale afin «de répondre aux nombreuses questions» mises en lumière par les analyses en laboratoire effectuées à la demande de Radio-Canada sur des fromages importés. «En vingt ans de carrière, je n'ai jamais vu un taux de non-conformité aussi élevé», a dit Mme Cardinal qui met toutefois en cause le caractère limité de l'échantillonnage.

Son service, tout comme celui de ses homologues fédéraux, va toutefois tenter dans les prochaines semaines de «valider» ces informations en effectuant eux aussi des tests sur des fromages importés. «Nous allons porter une attention particulière aux fromages importés», a-t-elle assuré, sans plus de détail.

Pour le président de l'Association des fromagers artisans, le gouvernement devrait plutôt s'activer à uniformiser ses obligations microbiologiques afin que les fromages du Québec tout comme ceux qui sont importés d'Europe se retrouvent à l'avenir, d'un point de vue réglementaire, sur un pied d'égalité. Ce qui ne semble pas être le cas actuellement. «Les normes [bactériologiques] sont plus sévères ici que celles en vigueur dans d'autres pays», dit M. Arsenault. Et, selon lui, la chose n'est pas vraiment justifiée: «Au Québec, les gens ont mangé des fromages importés depuis plus de 30 ans, ajoutez-til. Et il n'y a pas eu de gens malades ni de crises alimentaires associées à ces produits.»

Le Devoir

## OBAMA

SUITE DE LA PAGE 1

l'argent du contribuable», a dit le président américain. Le principal conseiller économique de la Maison-Blanche, Lawrence Summers, a précisé que le gouvernement tentait de «limiter» les primes et avait déjà réussi à les réduire.

Dans une lettre envoyée au secrétaire au Trésor américain le week-end dernier, le chef de la direction d'AIG, Edward Liddy, affirmait que la firme a «les mains liées», même si l'assureur est aujourd'hui contrôlé à 80 % par l'État. Des contrats avec ses dirigeants obligent légalement l'assureur à honorer ses engagements pris alors que la firme était en bonne santé financière. AIG a annoncé qu'elle allait se plier aux injonctions de la Maison-Blanche et revoir sa politique de versements des bonus, mais que, d'ici là, il n'y avait aucun moyen légal de bloquer les paiements.

Barack Obama demandait toutefois hier comment les bénéficiaires des primes justifient «un tel scandale auprès des contribuables qui maintiennent la compagnie à flot avec leur argent?». Selon lui, ce sont les «comportements inéconômiques et d'appât du gain» qui ont mis AIG en état de «détresse financière». Cela rend encore plus difficilement compréhensible que, parmi les grands bénéficiaires de ces primes, figurent les responsables de la division d'AIG pour les produits financiers, ceux-là mêmes dont les actes seraient pour une grande part la cause des problèmes de l'assureur et, par extension, du système financier, a-t-il ajouté.

Le président de la Commission des services financiers de la chambre des représentants, le démocrate Barley Frank, a ajouté qu'il estime que verser 165 millions de dollars en bonus à ses dirigeants revient à «récompenser l'incompétence». «Ces gens ont peut-être des droits sur ces bonus, [mais] ils n'ont pas un droit éternel sur leur emploi» a rappelé l'élu démocrate.

M. Obama n'a pas précisé comment il comptait bloquer les primes alors que Lawrence Summers a reconnu dimanche la difficulté d'empêcher AIG de les verser.

### Réforme globale nécessaire

Le président américain s'est livré à ce message alors qu'il devait faire une annonce d'aide aux petites entreprises touchées par la crise économique à la Maison-Blanche. Avant de commencer son discours, il a dit qu'il avait quelques mots à dire au sujet d'AIG. Lorsqu'il a perdu la voix en raison d'une quinte de toux, il a lancé à la blague qu'il s'en «étrangl[ait] de colère». «Ce n'est pas seulement une question de dollars. Il y va de nos valeurs fondamentales», a-t-il ajouté.

C'est la deuxième fois que le président s'indigne pour des primes versées à des employés des sociétés de Bourses américaines malgré la crise. Dans les premiers jours de son mandat, il les avait qualifiées de «honteuses» et avait établi un plafond salarial de 500 000 \$ pour les sociétés qui bénéficient de l'aide étatique. Le président a ajouté que la situation d'AIG «illustre la nécessité d'une réforme globale de la réglementation financière pour que nous ne nous retrouvions pas dans la même situation».

Sous l'administration Bush, les autorités américaines avaient défendu la décision très controversée de sauver AIG par le fait que sa faillite pourrait avoir des conséquences en cascade sur le reste de la finance mondiale. Le groupe avait en effet souscrit des milliers de milliards de dollars de contrats assurant le bon remboursement d'emprunts à risque.

Quand le secteur immobilier s'est enfoncé dans la crise et que ces emprunts ont perdu leur valeur, ceux qui avaient souscrit un contrat auprès d'AIG se sont retournés vers lui, plaçant l'assureur devant une dette insurmontable. La firme a perdu près de 61,7 milliards au dernier trimestre de 2008, un record historique pour une société.

Le Devoir  
Avec l'Agence France-Presse et Associated Press

## L'ARMÉE MEXICAINE À CIUDAD JUAREZ



HENRY ROMERO REUTERS

L'ARMÉE mexicaine a pris le contrôle hier de la ville de Ciudad Juárez, située à la frontière mexico-américaine, dans le cadre de la guerre contre les narcotrafiquants du gouvernement de Felipe Calderon. Plus de 7500 soldats participent à l'opération et sont chargés de la police locale, de la prison, et de la circulation. Le gouvernement souhaite rétablir son autorité dans cette ville où la violence est la plus fréquente et où les cartels de la drogue regroupent aujourd'hui 45 000 personnes.

## RIRE

SUITE DE LA PAGE 1

Le talk-show de fin de soirée joue un peu le même rôle d'exutoire dans la République américaine.

Le site politicalhumour.com tient le compte et archive les flèches. L'encyclopédie de l'humour en ligne smilesmedia.com multiplie les trouvailles. On y croise par exemple des logos modifiés de compagnies en difficultés. 3M fond jusqu'à 2M, la pomme d'Apple est à moitié mangée, Chrysler mue en Crisisler, le Dow Jones devient Downjones et GoodYear, BadYear. Facile.

Les sites de fausses nouvelles travaillent sur le même terrain du pastiche et de la parodie. The Onion propose quelques délicieuses manchettes inventées: «Ford reprend la production de son Model T»; ou encore: «En ne dépensant pas assez, les chômeurs nuisent à la reprise économique».

### Trois crises, autant de mesures

Et ici? «Imagine que plus on va s'enfoncer dans la crise plus les humoristes vont cogner sur ce clou», dit Robert Aird, un des rares historiens de l'humour au Québec, enseignant à l'École nationale de l'humour. «Évidemment, pour ça, il faudra compter sur des humoristes bien informés. Le bon humour politique ou engagé doit s'appuyer sur un bagage de connaissances



Des logos de compagnies modifiés de manière humoristique sur Internet.

solides, sinon il ne produit que des idées reçues.»

En fait, il suffit d'un tout petit peu d'imagination pour nationaliser les blagues étrangères, tout se liant dans le grand chaudron de la mondialisation.

Un peu d'humour noir? «Que peut-on dire d'une douzaine de courtiers de la Caisse de Dépôt enchaînés au fond d'un lac? Heu, que c'est un bon début...» Une autre? «Le gouvernement Charest aime tellement les pauvres qu'il en fabrique.»

A chaque crise ses effets. M. Aird distingue les deux grands exemples récents: la crise des années 1930 et celle des années 1980. La première a stimulé la critique, parfois jusqu'aux pires délires extrémistes; la seconde a dilué l'héritage dans l'absurde.

«Le théâtre burlesque est passé à travers la Grande Dépression avec toutes sortes de trouvailles, raconte l'auteur de L'Histoire de l'humour au Québec (VLB éditeur, 2004). On projetait des films avant les représentations et on organisait des tirages pendant l'entracte.»

Durant les années enténébrées, le spectateur gagnant repartait avec une dinde ou un jambon. Olivier Guimond jouait souvent un chômeur ou un ouvrier.

Maintenant, un billet de spectacle coûte jusqu'à 100 \$, et les ventes ne fléchissent pas. «Le secteur ne ressent pour l'instant aucune baisse aux guichets», dit Francine Dubois, directrice générale de l'Association des professionnels de l'industrie de l'humour qui recevait hier des nouvelles encourageantes de tous les producteurs du secteur. «D'ailleurs, en général, les récessions n'affectent pas trop le spectacle vivant.»

Robert Aird trouve encore plus intéressant de suivre les effets de la crise dans les caricatures, dans les journaux de gauche ou de droite, voire des extrêmes. «Dans les années 1930, c'était de la propagande dure», raconte l'historien qui publiera cet ouvrage dans un livre sur l'histoire de la caricature au Québec. «Le Goglu, un journal fasciste, riait de tout au début, mais s'est vite cantonné dans un antisémitisme virulent. A chaque page il y avait des blagues contre les juifs.» L'humour peut aussi être très mal engagé...

Les politiciens prennent tous les coups distribués de tous bords. «On ne connaissait pas les réserves d'aujourd'hui. Les politiciens, surtout les échevins, étaient traités de criminels, d'imbéciles, de corrompus,

à gauche comme à droite. Il ne faut pas oublier que le patronage était érigé en système à l'époque. Le monologue Jean Narrache pouvait aussi se permettre des charges à fond de train contre la classe politique.»

La crise des années 1980, combinée à la déprime post-référendaire, a eu l'effet contraire. «L'humour comme les autres arts de la scène a alors délaissé les enjeux politiques et collectifs, dit le spécialiste. On est donc entré dans un monde beaucoup plus individualiste et beaucoup plus absurde. Les personnages de Daniel Lemire, comme Yvon Travailler, traitaient du sujet sur ce mode. En tout cas, la situation ne favorisait pas un humour engagé, au contraire.»

Le mouvement reprend, encore. La nouvelle oscillation du balancier a commencé au début de la décennie et pourrait s'amplifier. Maintenant, plusieurs chaînes programment des émissions de satire politico-sociales, dont Les Bougon, Le Bunker, Infoman ou Et Dieu créa... Laflaque. «Proportionnellement, il y a autant sinon plus d'humour engagé qu'avant», souligne M. Aird. Le groupe Les Zapartistes, parfois comparé aux Cyniques, n'a en fait aucun précédent. Ils sont beaucoup plus militants. Souvent, dans les médias, on confond humour sociopolitique et humour engagé. Pour être du second genre, il faut prendre position.»

Une dernière blague en terminant? «La crise est pire qu'un divorce, dit un entrepreneur, j'ai perdu la moitié de ma fortune et j'ai encore ma femme...»

Le Devoir

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

### Comment nous joindre ?

#### La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

#### La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

### Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

### L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jovier de Mirabel, Québec, division de Quebecor Media, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 430 avenue Bédard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Media, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007